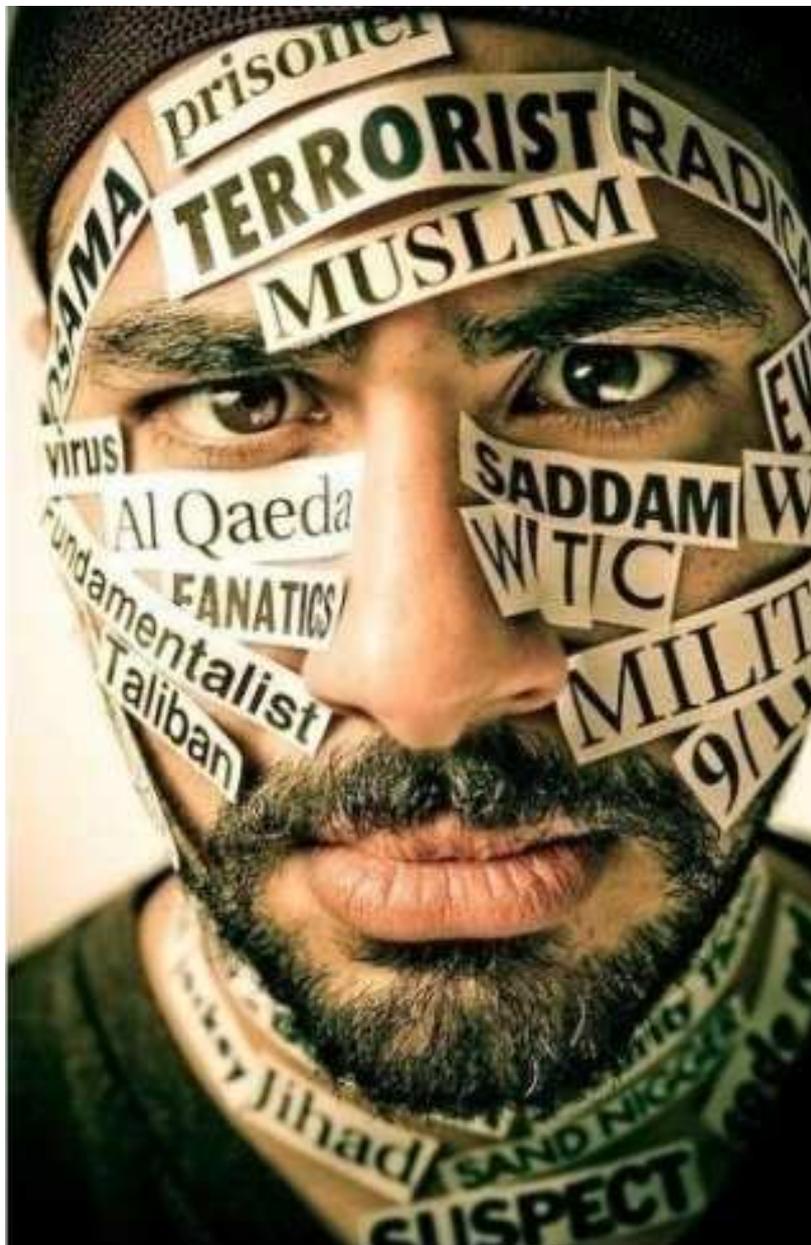


Islamophobie : racisme d'état



Ni simple réaction raciste d'une société désemparée par la crise, ni « complot juif international » comme le proclame le national-socialiste Alain Soral, l'islamophobie est une construction politique et médiatique dans laquelle est pleinement engagée l'Etat français.

Pour lutter contre cette nouvelle forme de racisme, il en faut comprendre les mécanismes :

Quelle sont les nécessités du développement de l'islamophobie ? quels sont les ressorts de l'islamophobie ? Quelles sont les conséquences de l'islamophobie ? Que faire pour lutter contre le racisme du 21ème siècle ?

Intro : La montée de l'islamophobie.

I. Le contexte.

a. Le contexte économique-politique.

1. Contexte international.

Fin du monde bi-polaire.

Exacerbation des contradictions.

Enjeux économiques et déstabilisations.

Emergence de nouvelles puissances.

2. Contexte national.

i. La crise économique.

ii. La politique d'immigration en France.

La réaction du prolétariat issu de l'immigration.

iii. Les tensions sociales.

Les émeutes de 2005.

b. L'héritage idéologique postcolonial.

1. le concept d'hégémonie culturelle.

2. L'hégémonie culturelle de la bourgeoisie française, depuis le 19e siècle.

Le « roman national » français.

L'homogénéisation de la pensée des Lumières.

La réalité de la pensée des Lumières.

3. L'hégémonie culturelle du colonialisme français.

Pourquoi l'absolutisation de la pensée des Lumières ?

La construction du consensus colonialiste.

4. Base matérielle au racisme dans le mouvement ouvrier blanc.

5. Conséquence de l'« imaginaire coloniale ».

Conséquences sur le positionnement anti-coloniale.

Conséquences sur le positionnement anti-coloniale des communistes.

II. Islamophobie d'état.

L'islamophobie est un racisme.

a. Processus de construction de l'islamophobie.

1. Essentialisation du musulman.

L'essentialisation de l'autre et de soi.

L'homogénéisation du « eux » et du « nous ».

2. Absolutisation de la différence des musulmans.

Radicalisation de la différence des musulmans.

« Irrationalité » des musulmans.

Essentialisation de l'identité française.

3. L'injonction : justification et adhésion.

b. Causes de l'islamophobie.

L'islamophobie est l'arme de la bourgeoisie.

1. Négation des causes internes : crise de surproduction.

La division du prolétariat.

Clivage ethnique.

Comment cliver.

2. Négation des causes externe : La justification de l'impérialisme.

III. Philosémitisme d'Etat.

a. L'antisémitisme d'état en Allemagne.

b. Récupération de la lutte contre l'antisémitisme par la bourgeoisie.

Le culte mémoriel de la Shoah.

La « civilisation judéo-chrétienne ».

c. Pourquoi le philosémitisme d'état.

VI. Conséquences de l'islamophobie (et du philosémitisme).

a. La peur du musulman.

b. Passage à l'acte contre « l'ennemi intérieur ».

c. La peur des musulmans.

d. L'humiliation des musulmans.

e. autodestruction du racisé.

f. radicalisation : le djihadisme.

g. L'amalgame entre antisémitisme et antisémitisme.

h. Stigmatisation des musulmans comme antisémitiques.

i. La légitimation renforcée des guerres.

j. réduction des libertés la voie de la fascisation.

VII. Que faire ? Combattre sans concession l'islamophobie et les discriminations.

a. Retravailler l'héritage culturel des lumières.

b. Lutter contre l'esprit colonialisme de gauche.

Conséquences pour la gauche française.

c. Lutter contre l'anti-religiosité de gauche.

d. Lutter contre le laïcisme.

La laïcité et le fait religieux.

La laïcité et la politique.

Abrogation des lois discriminatoires envers les musulmans.

e. Lutter contre le sionisme de gauche.

Le sionisme culturaliste.

Le sionisme stratégique.

L'amalgame entre antisémitisme et antisémitisme.

f. Conclusion.

Le multiculturalisme comme identité française.

Unifier le prolétariat.

Introduction : La montée de l'islamophobie.

Depuis une trentaine d'années, l'islamophobie se développe en Europe, aux Etats-Unis, plus généralement en occident.

On ne peut que constater que la France est loin d'être épargnée par cette poussée d'islamophobie. L'islam et les musulmans sont devenus les cibles privilégiées des attaques de la droite, de l'extrême droite, du parti socialiste, voire de la gauche en général. Les propos islamophobes sont devenus monnaie courante dans les médias soit de la part de politiques, d'intellectuels, de journalistes ou de personnalités du showbiz. Pire l'état français est loin d'être étranger à cette envolée et promeut débats et lois stigmatisant les musulmans :

- Lois contre le foulard à l'école du 15 mars 2004 votée à une large majorité ;
- Débat sur l'identité nationale octobre 2009 ;
- Lois contre les nounous voilées (mai 2015) ;

Les médias ne sont pas en reste pour distiller la haine de l'islam et des musulmans :

- Caricatures du prophète par Charlie Hebdo (2005) ;
- Propagande savamment orchestrée visant à promouvoir la « guerre des civilisations » (2000).
- Débat et propagande anti-halal relayé par tous les médias (depuis 2012) ; ...

La libération de la parole islamophobie est le précurseur des passages à l'acte contre les musulmans :

- Appel, sur Facebook, à « égorger les musulmans plutôt que des moutons », pour l'Aïd el-Kebir (septembre 2011) ;
- Trente tombes musulmanes du cimetière Saint-Michel de Carcassonne (Aude) sont recouvertes d'inscriptions racistes et nazies (septembre 2011) ;
- Les mosquées de Villeneuve-sur-Lot, de Roissy-en-Brie, de Saint-Amand-les-Eaux et de Montbéliard sont profanées et recouvertes d'inscriptions racistes (novembre 2011) ;
- Les futures mosquées de Montigny-en-Ostrevent et de Nanterre sont souillées d'inscriptions nazies et de têtes de cochons (janvier 2012) ;
- Attaque contre des mosquées en Suède (janvier 2015) ;
- Manifestations tous les lundis contre une prétendue invasion musulmane, en Allemagne (janvier 2015) ;
- Américaine voilée brutalisée à Chinatown (juillet 2015) ;
- Manifestations anti-islam, en Australie (juillet 2015) ;
- Agression de femmes voilées en France (octobre 2014, mars 2015) ;...

Selon le Comité Contre l'Islamophobie en France (CCIF), entre le 1^{er} janvier et le 18 juin 2015, le nombre d'actes islamophobes, signalés au premier semestre, a augmenté de 23,5% par rapport à la même période en 2014. Les agressions physiques ont augmenté d'environ 500%, les violences verbales de 100%. "Cibles visibles et vulnérables, les mosquées n'ont pas été épargnées", avec un bond de 400% des "actes de dégradation et de vandalisme", indique le rapport.

De plus, ces agressions et ces provocations, toujours plus nombreuses, se perpétuent sous la protection du silence médiatique et politique.

I. Le contexte.

a. Le contexte économique-politique.

1. Contexte international.

Fin du monde bi-polaire.

La disparition du monde bi-polaire, après la chute de l'URSS a eu des effets systémiques directs et indirects. Ce monde bi-polaire (Etats-Unis et URSS) a structuré et organisé les équilibres régionaux et continentaux. La disparition de cet équilibre géopolitique est un élément clé pour comprendre ce qui se joue dans le monde actuellement.

Le démantèlement de l'URSS a eu comme conséquence majeure l'amplification et la dynamisation des appétits impérialistes sur le "Sud" et a rendu accessible les ex-pays de l'Est à ces mêmes appétits.

Exacerbation des contradictions.

Un des premiers effets va être l'exacerbation d'une concurrence entre grandes puissances que l'existence d'un ennemi commun, l'URSS, avait réussi à contenir jusque-là. Cette tension bi-polaire faisait que les contradictions internes aux Etats-Unis et à l'Europe, à l'intérieur même de l'Europe, étaient réfrénées, canalisées. C'est à l'aulne de cette course au développement et à la suprématie économique des grandes puissances (France, Etats-Unis, Grande-Bretagne en tre autres), que l'on peut comprendre les conflits depuis 1990. Cette course au développement et à la suprématie économique est une course à la fois pour se développer économiquement et pour empêcher les autres de se développer.

Enjeux économiques et déstabilisations.

La maîtrise d'espaces géostratégiques, essentiels au développement économique, représente pour les puissances capitalistes une véritable nécessité. Ces lieux de tensions, les lieux de conflits, de déstabilisation sont déterminés par deux types d'intérêts géostratégiques.

Le premier type d'intérêts géostratégiques est lié à la maîtrise du pétrole et du gaz. Les États-Unis ne cachent d'ailleurs pas leur stratégie, puisqu'ils affirment qu'il faut redessiner la carte du Moyen-Orient. Le livre de Zbigniew Brzezinski, « Le grand échiquier : La suprématie américaine et ses impératifs géostratégiques », fourmille d'informations attestant de la poursuite systématique de cette stratégie au travers des crises successives de la région.

Le second type d'intérêts géostratégiques est lié à la maîtrise de l'Afrique. Le continent africain joue sur le plan des minerais stratégiques (le lithium, le coltan, l'uranium) le rôle que joue le Moyen-Orient pour ce qui concerne le pétrole et le gaz. Ces intérêts géostratégiques expliquent la série de déstabilisations que connaît l'Afrique.

Au vu des intérêts des grandes puissances, leur stratégie se focalise sur des espaces précis, riches en matières premières dans lesquels elles n'hésitent pas à déclencher des conflits et des guerres pour s'en assurer le contrôle.

Pour ce faire, les grandes puissances impérialistes s'appuient sur les contradictions existantes, mêmes lointaines historiquement parlant, au sein des pays qui attirent leur convoitise. Elles revivifient, réactualisent, pour mieux les instrumentaliser. Les attaques contre les états ukrainien, syrien, libyen, irakien ou encore afghan montrent à quel point cette stratégie du chaos peut être d'une efficacité redoutable et destructive. Ainsi, les intérêts des grandes puissances n'est pas étranger à la survenue des crises et de la déstabilisation que connaissent les pays qui, sans devoir être idéalisés, avaient réussi à trouver un équilibre et une stabilité leur permettant d'exister et de défendre leurs intérêts nationaux.

Emergence de nouvelles puissances.

Un élément majeur est l'arrivée dans la sphère de l'économie mondiale de nouveaux acteurs - les pays émergents, les BRICS - et parmi eux particulièrement de la Chine. Offrant sur le marché international des contrats de commerce ou d'investissements plus avantageux pour leur clients, la Chine a su développer des relations économiques avec de nombreux pays africains et d'Amérique latine.

La Chine et les autres émergents des BRICS concurrencent économiquement directement (prise de part de marché) et indirectement (achat de matière première) les grandes puissances impérialistes et

remettent en cause leur domination économique. Par exemple en Afrique où la France, par son réseau d'influence néocolonial, imposait des contrats léonins au mépris des intérêts nationaux des pays africains et de leurs populations.

Pour freiner le développement économique de la Chine et sa pénétration sur le marché mondial, les grandes puissances tentent d'entraver l'approvisionnement en matière première de cette dernière et de replacer sous leur tutelle les pays qui cherchaient à s'en émanciper. Cette stratégie des impérialistes est la cause de la déstabilisation de pays comme le Mali ou la Côte d'Ivoire, « coupables » d'avoir passé des accords avec les Chinois et/ou les Brésiliens. Certes, la réponse des impérialistes n'est pas systématique, elle n'est cependant influencée que par le contexte politique interne (mouvements de résistances populaires, intérêts divergeant des classes bourgeoises, ...) et externe (solidarité internationale contre l'impérialisme, entraves des autres états impérialistes, ...).

Ce phénomène, tant dans sa violence que dans son ampleur, est en fait une recolonisation du monde par les impérialistes (les États-Unis, l'Allemagne, la France,...).

Pour obtenir l'adhésion de leurs populations aux guerres coloniales, les états impérialistes ont besoin d'une propagande justifiant leurs agressions.

2. Contexte national.

1. La crise économique.

Il est illusoire de croire que l'on a affaire à une série de crises, l'une ici, l'autre à côté, l'une présente, l'autre passée, la troisième à venir, qui n'auraient rien de commun, chacune indépendante des autres. Ce qui caractérise la période présente, c'est le caractère systémique de ce qui se passe, c'est tout un système capitaliste qui est en crise et cette crise est produite par lui, structurellement.

Dans la décennie 80, le Parti Socialiste a mis en place des politiques ultralibérales reprises par la suite par les gouvernements de droite et de gauche. Entièrement engagées dans les politiques de dérégulation, ces politiques ultralibérales ne visent qu'une seule chose : maximiser le vol de la plus-value par le capitaliste, c'est-à-dire faire baisser les salaires pour une production donnée.

Dans un premier temps, ces politiques ont bien eu pour effet de développer les surprofits capitalistes par la baisse des salaires directs (la paye) et indirect (les cotisations sociales).

Cependant cette baisse des salaires a entraîné l'appauvrissement des salariés. Or, appauvris, les salariés ne sont plus en mesure d'acheter les marchandises qu'ils ont eux-mêmes créées, d'où la baisse des ventes et donc la baisse de la rentabilité des entreprises pour les capitalistes. C'est la crise de surproduction (trop de marchandise à vendre pour trop peu de salaire pour acheter).

Pour conserver les mêmes marges voir les augmenter, la solution libérale est une nouvelle baisse des salaires, ce qui sauve temporairement les profits, mais accentue la crise de surproduction.

La crise économique a entraîné l'appauvrissement d'une partie de la population et rendu précaires nombre de garanties sociales. Ces trois dernières décennies ont été marquées par les deux processus suivants :

1. Appauvrissement massif du prolétariat (essentiellement la classe moyenne basse et la classe ouvrière).
2. Précarisation d'une grande partie des travailleurs qui, malgré un emploi, ont perdu toute garantie quant à leur avenir.

2. La politique d'immigration en France.

L'objectif de la politique d'immigration est très simple : assurer une force de travail moins chère que la force de travail nationale. Cette mise en concurrence des travailleurs permet de niveler par le bas les coûts du travail. Par conséquent, au-delà des postures idéologiques sur « l'intégration », l'objectif de la politique d'immigration a toujours visé à assigner les immigrés et leurs enfants français aux places les moins bien payées.

La réaction du prolétariat issu de l'immigration.

Il n'y a donc pas d'échec de la politique d'intégration, puisqu'il n'y a jamais eu la moindre volonté d'intégrer au corps national cette population dont les capitalistes profitent du statut de « colonisés de l'intérieur » pour assurer l'exploitation maximale.

Au sein des classes populaires, la composante issue de l'immigration des anciennes colonies est celle qui est la plus touchée par la crise en même temps qu'elle est désignée comme responsable des maux sociaux par la lepénisation des esprits.

Or, le refus du prolétariat issu de l'immigration de rester cantonné au silence face à l'ensemble des discriminations est un véritable danger pour la bourgeoisie. Ce refus prend la forme de revendications (revendications sociales, culturelles et culturelles) et de réaffirmations identitaires (sortir de l'ombre de la société), voire de révoltes.

3. Les tensions sociales.

La crise et ses effets soulèvent un mécontentement grandissant et les pics de cette révolte sourde sont à chercher dans les embrasements sporadiques. Ainsi face à l'explosion de la misère et des discriminations sociales et raciales, la révolte gronde et ce malgré un certain attentisme des organes politiques et syndicaux.

Fin 1983, la « Marche pour l'égalité et contre le racisme » a été un des éléments préfigurateurs de cette prise de conscience dans les quartiers populaires de la nécessité de la lutte contre l'oppression culturelle, politique et sociale.

Les émeutes de 2005.

En novembre 2005, la lutte contre cette oppression prend forme dans des révoltes. 400 quartiers populaires se soulèvent, pendant 21 jours, contre les injustices qui les touchent en termes de discriminations, de relégations et de harcèlements policiers, harcèlements pouvant aller jusqu'à la mort de multiples jeunes morts sous les balles de la police.

Du fait de l'absence au cœur des milieux populaires d'un parti organisant la lutte des classes, cette opposition aux conséquences du capitalisme prend la forme d'émeutes, sans coordination suffisante et sans stratégie.

La situation des quartiers populaires.

Le premier constat est le déploiement depuis plusieurs décennies d'un processus de paupérisation dans les quartiers populaires.

Le rapport 2013 de l'Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles (ONZUS) nous donne quelques indicateurs statistiques significatifs sur les 751 quartiers considérés comme « sensibles » :

- en 2012, le taux de chômage y était de 24,2 % contre 10,1 % au niveau national,
- le taux de pauvreté est de 36,5 % soit 2,6 fois plus élevé que sur le reste du territoire (14,6 %),
- le revenu annuel moyen des habitants est de 12 500 euros c'est-à-dire 54 % seulement du taux moyen national.

La situation des jeunes est encore plus dramatique. Il ne s'agit pas d'une dégradation conjoncturelle mais d'une mutation structurelle s'étalant désormais sur plusieurs décennies comme en témoigne les rapports des années antérieures du même organisme. Pour ne prendre en exemple que les dernières années et le seul taux de chômage des 15-64 ans, le même rapport nous révèle l'évolution suivante : 16,7 % en 2008, 18,5 % en 2009, 21,9 % en 2010, 22,7 % en 2011, 24,2 % en 2012.

Les rapports 2014 du Secours Catholique et du Secours Populaire convergent vers le constat d'une aggravation de la paupérisation sur l'ensemble du territoire et à plus forte raison dans les territoires les plus pauvres. La situation est encore plus dramatique pour les nouvelles générations avec un taux de chômage de 45 % pour les 15-25 ans (contre 22,7 % pour les 25-49 ans en ZUS et 23,1 % pour les jeunes hors ZUS).

Or, la situation des Zones Urbaines Sensibles (ZUS) est révélatrice d'un processus de dégradation qui touche l'ensemble des quartiers populaires. Ce contexte social et économique des quartiers populaires et particulièrement des jeunes produit et produira le soulèvement des quartiers populaires. La révolte du quartier populaire de la Bourgogne à Tourcoing en juin 2015 relève du même constat social et de la même nécessité d'y trouver un débouché politique.

b. L'héritage idéologique postcolonial.

1. le concept d'hégémonie culturelle.

L'hégémonie culturelle est un concept proposé par Antonio Gramsci pour décrire la domination culturelle des classes dominantes. Le concept s'inscrit dans l'analyse des causes du non développement des révolutions annoncées par Karl Marx dans les pays industrialisés d'Europe en dépit de la vérification des conclusions économiques du même Karl Marx (crise cycliques, paupérisation de la classe ouvrière, etc.). Pour Gramsci, cet « échec » des révolutions ouvrières est explicable par l'emprise de la culture de la classe dominante sur la classe ouvrière et ses organisations.

La classe dominante domine certes par la force répressive (police et justice bourgeoise), mais aussi par un consentement culturellement produit des dominés. L'hégémonie culturelle de la classe dominante agit par le biais de l'État et de ses outils culturels hégémoniques (écoles, université, médias, etc.) pour produire une adoption par la classe dominée des intérêts de la classe dominante. L'hégémonie culturelle décrit donc l'ensemble des processus de production du consensus en faveur des classes dominantes.

2. L'hégémonie culturelle de la bourgeoisie française, depuis le 19^e siècle.

La radicalité des luttes de classes dans l'histoire française (Révolution antiféodale radicale en 1789-1793, Insurrection de juillet 1830, Révolution de février 1848, et enfin et surtout la Commune de Paris de 1871) a amené la classe dominante française à comprendre très tôt que son pouvoir ne pouvait pas être assuré uniquement par la force des armes et de la répression (ce que Gramsci appelle la domination directe). Le processus de construction d'un « roman national » fut mis en œuvre afin d'assurer l'hégémonie culturelle de la classe dominante (domination indirecte).

Le « roman national » français.

Les ingrédients de ce « roman national » sont essentiellement la diffusion de « légendes nationales ». Pour la France, il s'agit de la « pensée des Lumières », de la « Révolution française » et de la « Déclaration des droits de l'homme », de l'« école républicaine » et de la « laïcité », etc. À la différence du mythe, la légende s'appuie sur des faits historiques identifiables qui sont absolutisés. La mise en légende se réalise par occultation des contradictions et enjeux sociaux, négation de l'histoire et transformation de résultats historiques (avec leurs contradictions, leurs limites, etc.) en caractéristiques permanentes et spécifiques de la « francité », du « génie français », de la « spécificité française », du « modèle français », etc.

L'objectif de l'hégémonie culturelle étant de produire un consensus en faveur des classes dominantes, c'est bien entendu à l'intention des classes dominées et de leurs organisations que sont produites et diffusées les légendes nationales (modèle français de laïcité, modèle français d'intégration, pensée des Lumières comme caractéristique typiquement « française », abrogation de l'esclavage comme volonté de l'état français et non comme résultat de la lutte des esclaves, colonisation française posée comme différente des autres dans ses aspects « humanitaires » et « civilisateurs », etc.).

La construction de ces légendes nationales exclue de l'analyse les faits, les hommes et les opinions de la pensée des lumières ou de la Révolution française, pour ne citer que ces exemples. Or, ces événements et ces pensées sont bien inscrits dans l'histoire, et les hommes de ces périodes ne pouvaient penser le monde qu'avec les données de leurs époques.

L'homogénéisation de la pensée des Lumières.

Les Lumières désignent un courant d'idées philosophiques en Europe qui a connu son apogée au dix-huitième siècle. Ce courant se caractérise par un appel à la rationalité et le combat contre l'obscurantisme. En libérant l'être humain de l'ignorance et de la superstition, il s'agit de le faire penser par lui-même.

Ces dimensions communes aux différents philosophes des Lumières n'empêchent pas son hétérogénéité. La philosophie des Lumières est parcourue de « courants » correspondant aux intérêts sociaux divers de l'époque. L'absolutisation de la pensée des Lumières commence ainsi par l'homogénéisation d'une pensée diverse et plurielle

La réalité de la pensée des Lumières.

Mais la philosophie des Lumières est également bornée historiquement. Elle se déploie, non pas comme logique pure, mais comme logique de pensée inscrite dans une époque précise.

C'est d'ailleurs la première critique qui lui est faite par Marx et Engels qui veillent à la mettre en correspondance avec les intérêts sociaux qui la suscitent et la portent.

« Les philosophes français du XVIIIe siècle, eux qui préparaient la Révolution, en appelaient à la raison comme juge unique de tout ce qui existait. On devait instituer un État raisonnable, une société raisonnable ; tout ce qui contredisait la raison éternelle devait être éliminé sans pitié. Nous avons vu également que cette raison éternelle n'était en réalité rien d'autre que l'entendement idéalisé du citoyen de la classe moyenne, dont son évolution faisait justement alors un bourgeois. Or, lorsque la Révolution française eut réalisé cette société de raison et cet État de raison, les nouvelles institutions, si rationnelles qu'elles fussent par rapport aux conditions antérieures, n'apparurent pas du tout comme absolument raisonnables. L'État de raison avait fait complète faillite ».

Friedrich Engels, in Socialisme utopique et Socialisme scientifique.

Pour sa part, la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 caractérise les droits de l'homme comme les droits d'un homme abstrait puisque tiré hors de son existence sociale, d'un homme bourgeois car il est bien entendu défini par la propriété (droit sacré) dont on ne peut l'en priver (que contre indemnisation).

« Avant tout, nous constatons que les droits dits de l'homme, les droits de l'homme par opposition aux droits du citoyen, ne sont rien d'autre que les droits du membre de la société bourgeoise, c'est-à-dire de l'homme égoïste, de l'homme séparé de l'homme et de la collectivité. [...]

Mais le droit humain à la liberté n'est pas fondé sur la relation de l'homme à l'homme, mais au contraire sur la séparation de l'homme d'avec l'homme. Il est le droit à cette séparation, le droit de l'individu limité à lui-même. L'application pratique du droit à la liberté est le droit humain à la propriété privée. [...]

Le droit de l'homme à la propriété privée est [...] le droit de jouir et de disposer de sa fortune arbitrairement (à son gré), sans se rapporter à d'autres hommes, indépendamment de la société, c'est le droit à l'égoïsme. Cette liberté individuelle-là, de même que son application, constituent le fondement de la société bourgeoise. »

Karl Marx, in La question juive (1844).

Depuis cette première critique de l'universalisme des Lumières, d'autres sont venues la compléter :

La critique féministe a souligné « les présupposés androcentriques, racistes, économiques et anthropologiques de la philosophie européenne du siècle des Lumières ». (Cf. Jennifer Chan-Tiberghien, in « La participation féministe au mouvement altermondialiste : Une critique de l'Organisation Mondiale du Commerce ».)

Pour illustrer cette critique, quelques citations de figures importantes des Lumières sont éclairantes :

« Les femmes ressemblent aux girouettes, elles se fixent quand elles se rouillent. »

Voltaire, in Le Sottisier, paru post-mortem (1883)

« La femme a tout contre elle, nos défauts, sa timidité, sa faiblesse. »

Jean-Jacques Rousseau

Le caractère ethnocentrique, voir raciste, de la pensée des Lumières a également été dénoncé.

« là où nous lisons « homme », « humanité », « citoyenneté », c'est de l'humanité blanche et européenne que nous parlent les Lumières. Certes, dans les Lumières pourtant les premières valeurs de nos valeurs. À condition d'ignorer la traite, la négritude, l'esclavage »

Louis Sala-Molins, « Le Code Noir, Les Lumières et Nous », in Mémoire et droits humains : Enjeux et perspectives pour les peuples d'Afrique, Éditions d'En Bas, 2009

De même, les philosophes des Lumières illustrent parfaitement cette critique :

« La plupart des Nègres, tous les Cafres, sont plongés dans la même stupidité, et y croupiront longtemps. »

Voltaire, in Essai sur les Mœurs et l'esprit des Nations (1756)

« Quoi qu'en général les Nègres aient peu d'esprit, ils ne manquent pas de sentiment. »

Diderot (Encyclopédie, 1772)

« Ce négoce [l'esclavage] démontre notre supériorité ; celui qui se donne un maître était né pour en avoir. »

Voltaire, in Essai sur les Mœurs et l'esprit des Nations (1756)

Tout en portant les premières lueurs des valeurs de progrès scientifiques et politiques, les Lumières charrient encore la traite, la négritude, l'esclavage et la misogynie. L'universalisme des Lumières apparaît ainsi très peu universel que ce soit à l'interne (universalisme masculin du droit de vote jusqu'à l'après seconde guerre mondiale, universalisme bourgeois du droit de vote excluant les ouvriers du droit de vote jusqu'en 1848) et à l'externe (code noir, code de l'indigénat, etc.).

3. L'hégémonie culturelle du colonialisme français.

Pendant plusieurs siècles, le colonialisme a été le mode d'exploitation totale mis en place par la bourgeoisie pour installer et développer le capitalisme en France. Pour assurer l'adhésion idéologique du prolétariat, la bourgeoisie s'est appliquée à mettre en place un « imaginaire colonial » censé justifier l'« œuvre coloniale ». Ainsi en même temps que des valeurs émancipatrices, la pensée des Lumières contient l'idéologie coloniale de son époque.

Pourquoi l'absolutisation de la pensée des Lumières ?

Au travers de l'absolutisation de la pensée des Lumières et de la Révolution française, la classe dominante vise à présenter l'histoire française comme n'étant pas le résultat des affrontements sociaux (bourgeoisie/aristocratie, prolétariat/bourgeoisie) mais comme résultat du déploiement d'un « génie » et/ou d'une « spécificité » française transversaux aux différentes classes sociales. Il y aurait ainsi des caractéristiques proprement françaises qui situeraient cette nation au-dessus des autres, en avance sur les autres, en avant-garde de l'émancipation et de la civilisation.

« Appelée au beau rôle de coloniser une des régences barbaresques, la France a pris pour auxiliaire de sa marche le plus puissant moyen de civilisation, l'instruction. Pacifier et éclairer tour à tour ces contrées, y répandre de nouveau les bienfaits de la science qui les ont fuies depuis des siècles, telle est la noble mission qu'elle s'est proposée et qu'elle accomplira ».

Genty de Bussy, intendant civil d'Alger, 1834

Il s'agit de produire un complexe chauvin pour canaliser les luttes sociales à un moment où se déployait la colonisation violente du monde. L'offensive idéologique visant à ancrer l'idée d'une exceptionnalité/supériorité française est tout azimut et a malheureusement en grande partie réussi.

« Je vous défie de soutenir jusqu'au bout votre thèse qui repose sur l'égalité, la liberté, l'indépendance des races inférieures. Messieurs, il faut parler plus haut et plus vrai ! Il faut dire ouvertement que les races supérieures ont un droit vis à vis des races inférieures. »

Jules Ferry, Débats parlementaires du 28 juillet 1885

Voici comment par exemple Karl Marx raille la prétention de la « gauche française » à l'exceptionnalité linguistique et républicaine :

« Les représentants (non ouvriers) de la « Jeune France » soutenaient que toutes les nationalités et les nations étaient des « préjugés surannés ». Stirnerianisme proudhonisé : on répartit tout en petits « groupes » ou « communes » qui forment ensuite une « association » et non pas un état. Et tandis que se produit cette individualisation de l'humanité et que se développe le « mutualisme » adéquat, l'histoire des autres pays doit suspendre son cours et le monde entier attendra que les Français soient mûrs pour faire une révolution sociale. Alors ils effectueront sous nos yeux cette expérience, et le reste du monde, subjugué par la force de l'exemple, fera de même. (...) Les Anglais ont bien ri quand j'ai commencé mon discours en disant que notre ami Lafargue et ceux qui avec lui supprimaient les nationalités, s'adressaient à nous en français, c'est-à-dire une langue que les 9/10e de l'assistance ne comprenaient pas. Ensuite, j'ai signalé que Lafargue, sans s'en rendre compte, entendait apparemment par négation des nationalités leur absorption par la nation française modèle ».

Karl Marx, in « Lettre à Friedrich Engels du 20 juin 1866 »

(nota : Stirner et Proudhon sont tous deux des philosophes fondateurs du mouvement anarchiste)

La construction du consensus colonialiste.

Il fallait préparer les esprits et l'offensive idéologique de la classe dominante a créé un « espace mental », pour entraver une lutte possible du prolétariat contre le colonialisme et empêcher l'union des prolétaires à l'intérieur et à l'extérieur de l'empire français. Les arabes, les noirs et les musulmans ont ainsi été présentés comme des sujets n'ayant pas encore atteint le niveau de développement de la civilisation et de la modernité, voire comme y étant réfractaires. Pour assurer le développement de ces individus, il apparaissait normal que le colonialisme les transforme complètement et s'autorise même à les mâter en cas de révolte.

L'image des autres cultures et civilisations par la pensée des Lumières, amplifiée par la Troisième République, ainsi que la certitude d'être l'avant-garde de l'humanité, ont préparé les esprits à la conquête :

« il existe un espace mental qui, d'une certaine façon, préexiste à l'instauration de l'ordre colonial, espace essentiellement composé de schèmes de pensées à travers lesquels est reconstruite la coupure entre les occidentaux et les Autres – les schèmes Pur/Impur, Bien/Mal, Savoir/Ignorance, Don d'Amour/Besoin d'Amour. La perception de l'Autre comme un être dans l'enfance de l'humanité, confiné aux ténèbres de l'ignorance comme l'incapacité à contenir ses pulsions informe la pensée coloniale et la connaissance anthropologique ».

Eric Savarèse, *L'ordre colonial et sa légitimation en France métropolitaine : oublier l'autre*

Au cœur de la pensée des Lumières puis du discours colonial se trouve une approche culturaliste clivant le monde en civilisations hiérarchisées, expliquant l'histoire et ses conflits en éliminant les facteurs économiques et justifiant les interventions militaires « pour le bien » des peuples ainsi agressés. Il s'agit ainsi d'émanciper l'autre malgré lui et si nécessaire par la violence. C'est la production d'un « racisme respectable », c'est-à-dire un racisme ne se justifiant pas « contre » le racisé mais s'argumentant de grandes valeurs censées l'émanciper.

4. Base matérielle au racisme dans le mouvement ouvrier blanc.

Pour gérer les rapports de classes, la bourgeoisie française a utilisé les surprofits réalisés dans les colonies. Il y a donc une base matérielle au racisme dans le mouvement ouvrier blanc : acheter la paix sociale avec le prolétariat de France (hauts salaires, classes moyennes, aristocratie ouvrière, ...) par la surexploitation du prolétariat des colonies.

« Imaginez ce que deviendraient les grandes villes industrielles d'Europe, et les travailleurs qui y vivent, l'animation de nos grands ports et toute l'activité nationale, européenne, mondiale, sans l'apport colonial, sans les débouchés que les colonies ouvrent à la production industrielle. »

Cianfarini, secrétaire de la fédération socialiste de Constantine, in *Vie Socialiste*, 15 octobre 1928

Un nœud idéologique s'est formé autour du flou idéologique organisé, favorisé par les conditions matérielles du prolétariat « blanc » de France. Promue par l'idéologie bourgeoise, l'illusion tient sur l'idée qu'il peut exister un progrès social dans la société capitaliste (progrès objectifs, bien que temporaires), et que s'il n'existe pas dans les colonies, la raison en est l'« arriération » des sociétés, des peuples des pays colonisés. De même qu'aux Etats-Unis, la classe ouvrière blanche pense que son sort est privilégié parce que celui des ouvriers noirs est pire. On voit ici que la subversion idéologique et matérielle du prolétariat de France a servi les intérêts de la bourgeoisie française.

5. Conséquence de l'« imaginaire colonial ».

Privées d'une analyse critique du « roman national », les lectures que le prolétariat a de la réalité contemporaine sont imprégnées des légendes de la classe dominante. Ainsi, ces légendes bourgeoises deviennent le cadre des représentations sociales déformant la réalité, interdisant la perception des enjeux sociaux et des contradictions sociales. Le maintien de cette approche essentialisée, non critique et non historicisée des processus historiques confine le prolétariat dans des postures idéologiques stérilisant la lutte des classes. Nous retrouvons ce phénomène

« Les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord, et accordent à l'histoire et aux sacrifices des combattants de l'armée française issus de ces territoires la place éminente à laquelle ils ont droit. »
- Loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

Mai 2003, proposition d'une centaine de députés UMP sous la conduite de Philippe Douste-Blazy, de déposer une loi pour rendre hommage à l'œuvre française en Algérie.

Travaillé par la légende de la pensée des Lumières, la pensée du prolétariat se retrouve incapable de construire un anticolonialisme conséquent, en rupture avec la vision paternaliste des peuples soumis à l'impérialisme français. La matrice du mouvement anticolonialiste de gauche (le PS quant à lui n'est pas associé au mouvement anticolonialiste, mais au mouvement d'auto-justification du colonialisme) est plus celle du modèle des Lumières que du modèle de la IIIème internationale. La référence est beaucoup plus la Révolution bourgeoise française que la révolution bolchévique. Or il est parfaitement clair que ces références à l'héritage culturel colonial et ethnocentré n'ont pas le même impact sur le positionnement anticolonial de la gauche en France que ne l'aurait eu l'héritage du mouvement internationaliste.

Conséquences sur le positionnement anticolonial à gauche.

L'imprégnation coloniale est profonde et de fait l'opposition aux guerres de conquêtes coloniales fut à la fois faible et tardive.

Les quelques voix anticoloniales comme celles de Georges Clémenceau et de Camille Pelletan restent isolées et marginales.

Pour sa part, la S.F.I.O. est ouvertement colonialiste à l'exception de quelques individualités « anticolonialistes ». La majorité du parti socialiste s'est ralliée à l'idée d'une colonisation « humaine, juste et fraternelle » et refuse de soutenir les nationalismes coloniaux « qui attisent prétendument la haine des peuples », « favorisent les féodaux ou la bourgeoisie indigène ».

« La colonisation est logique en soi dans la mesure où elle est productrice de richesses morales et matérielles »

Congrès de la SFIO de Clermont-Ferrand en avril 1926.

Conséquences sur le positionnement anti-coloniale des communistes.

L'imprégnation de l'imaginaire colonial se retrouve jusque dans le Parti Communiste comme en témoigne le rapport adopté à l'unanimité au congrès interfédéral d'Afrique du Nord du Parti Communiste en septembre 1922 :

« L'émancipation des indigènes d'Algérie ne pourra être que la conséquence de la révolution en France (...). La propagande communiste directe auprès des indigènes algériens est actuellement inutile et dangereuse. Elle est inutile parce que les indigènes n'ont pas atteint encore un niveau intellectuel et moral qui leur permette d'accéder aux conceptions communistes. (...). Elle est dangereuse (...) parce qu'elle provoquerait la démission de nos groupements ».

René Galissot, « Sur les débuts du communisme en Algérie et en Tunisie : socialisme colonial et rupture révolutionnaire »

Certes ces positions furent condamnées par la direction du PCF et peu après les militants communistes donnaient un exemple d'internationalisme dans l'opposition à la guerre du Rif en 1925.

Cependant, le PCF abandonne le mot d'ordre d'indépendance nationale à partir du Front Populaire, promeut de l'Union française après 1945, vote les pouvoirs spéciaux en 1956. En dépit de ces positions, le PCF a été le seul à avoir eu des périodes anticolonialistes conséquentes.

Conséquences sur le positionnement intégrationniste à gauche.

Une des conséquences de l'« imaginaire colonial » est la logique intégrationniste encore présente fortement à « gauche ». Cette logique relève entièrement du culturalisme binaire porté par la pensée des Lumières. Les difficultés subies par les citoyens issues de la colonisation, qu'ils soient français ou étrangers, ne sont pas expliquées dans l'intégrationnisme par les inégalités qu'ils subissent ou leurs conditions matérielles d'existence. Ce sont au contraire des facteurs culturels qui sont mis en avant : obstacles culturels à l'intégration, intégration insuffisante, islam soi-disant contradictoire avec la république et la laïcité, inadaptation culturelle, etc. Dès lors les objectifs de l'action ne sont pas l'éradication des inégalités mais la transformation des personnes c'est-à-dire qu'il s'agit de les civiliser en les assimilant.

II. Islamophobie d'état.

Cette analyse de l'islamophobie d'Etat reprend en partie celle du sociologue Saïd Bouamama.

Ce qu'il y a d'invariant sur les questions de l'immigration depuis cinq décennies, c'est la question du bouc émissaire et de la division du monde du travail. Par contre, depuis un peu plus d'une décennie, on est passé de la notion de bouc émissaire celle d'ennemi de l'intérieur.

« La menace terroriste est bien là, présente sur notre sol (...), en particulier dans nos quartiers populaires. Des dizaines d'individus sont, par leurs profils, susceptibles de passer à l'acte. Cet ennemi intérieur, nous devons le combattre. [...] La menace terroriste est désormais le fait de Français nés sur notre sol (...) qui ont versé dans l'islamisme radical et qui ont suivi un processus qui mêle délinquance, criminalité, antisémitisme virulent et soif de violence »

Terrorisme : Valls met en garde contre « l'ennemi intérieur », Nouvel Observateur, consulté le 21 avril 2015.

Aujourd'hui, les réactions xénophobes ne touchent plus seulement les immigrés qui arrivent en France, mais, aussi ceux qui, bien que nés français et ayant toujours vécu en France, sont perçus comme « étranger de l'intérieur ». Ce phénomène nouveau est la conséquence du déplacement de la cible de la xénophobie de l'immigré vers le musulman. Le prolétariat issu de l'immigration coloniale (au sens large des primo-arrivants aux enfants de Xème génération), n'est plus vu comme un individu à « assimiler », mais comme ne pouvant être ramené à la civilisation, à la république ou à la laïcité, et donc comme ennemi potentiel de l'entité culturelle et politique de la France.

Des parallèles sont à dresser entre la situation en Allemagne du début du XXe siècle et celle du début du XXIe siècle en France : une crise financière, économique et sociale profonde ébranle le pays, une nécessité de guerres impérialistes de rapines, une peur que l'on développe à l'égard d'une minorité qu'on montre comme un danger pour l'« identité occidentale ».

Alors que, dans les années trente, les juifs étaient perçus comme une menace pour la civilisation européenne, aujourd'hui ce sont les musulmans qui sont devenus le nouvel ennemi intérieur et extérieur de la « civilisation occidentale ».

Contrairement aux dires de Caroline Fourest, le terme islamophobie n'a pas été inventé en 1979 par les mollahs iraniens pour lutter contre le blasphème, mais ce terme a été employé pour la première fois en France au début du XXe siècle par des ethnologues présents en Afrique, inquiets du rejet de la religion musulmane par une partie de l'administration des anciennes colonies.

L'islamophobie est un racisme.

Le racisme est un système de domination historiquement construit (par et pour l'esclavage et la colonisation), basé sur des privilèges et des discriminations en fonction de la race. La race étant une construction sociale qui peut être basée sur plusieurs caractéristiques : couleur de peau, religion, culture, langue, accent... Ainsi, le terme islamophobie recouvre l'ensemble des préjugés, des sentiments, et des actes perpétrés contre de personnes musulmanes ou supposées telles.

La racialisation, la culturalisation ou l'ethnicisation des phénomènes socio-économiques sont issus du même processus recherchant l'« essence explicative » dans un facteur unique à l'intérieur des populations victimes de ces phénomènes. Il faut bien entendu prendre en compte que le « racisme » a évolué. Nous savons en effet, depuis Frantz Omar Fanon, que la mécanique raciste s'adapte aux évolutions des contextes pour maintenir son efficacité. Fanon a en particulier souligné en 1956 la mutation du racisme biologique en racisme culturel du fait à la fois des progrès scientifiques, des horreurs de la seconde guerre mondiale et de la colonisation. Mais l'histoire se poursuit après Fanon, et le racisme continue de prendre de nouveaux visages. En particulier, l'islamophobie est la traduction du racisme en caractéristique religieuse.

Que cette évolution de la xénophobie se fasse de manière consciente ou non par les différents acteurs de l'Etat (politiques, justice, police et médias), la question est bien comment s'opère cette mutation, comment se construit cette image du « musulman » pour mettre en évidence les processus idéologiques à l'œuvre et les combattre.

a. Processus de construction de l'islamophobie.

1. Essentialisation du musulman.

L'essentialisation est l'opération de pensée consistant à homogénéiser une réalité plurielle, à la déhistoriciser et à la présenter ainsi reconstruite comme l'explication invariante de l'ensemble des

événements et/ou des comportements des personnes censées avoir un lien avec cette réalité. Lorsqu'on évoque « l'Islam » ou « le musulman », cela est censé rendre compte de l'intégralité de la réalité observée.

L'essentialisation de l'autre et de soi.

Le comportement de l'autre, le « musulman » ne va plus être expliqué à partir des contradictions économiques, politiques, ... mais à partir d'une essence, l'Islam. Un Islam à qui on impute la responsabilité des actes des musulmans. Que ce soit sous le prétexte qu'elle serait la religion de la violence, ou plus sournoisement sous celui d'une lutte contre le fait religieux. L'Islam se voit confiné dans un archaïsme mortifère pour une société démocratique.

« "Féministe donc laïque". Les deux combats sont plus liés que jamais, parce que la montée de l'intégrisme musulman n'est pas un vain mot : dans les autres religions du Livre, en tout cas, il n'existe pas d'attaque frontale de l'égalité des sexes comme dans l'islamisme. »

Élisabeth Badinter, in *L'Arche*, Novembre-Décembre 2003

« Et l'Islam pose un problème spécifique dans la mesure où on a le sentiment que certains de ses représentants le perçoivent, de plus en plus, comme une communauté qui doit d'abord affirmer ses revendications et qui ne reconnaîtra sa francité que le jour où celles-ci seront satisfaites. »

Alain Finkelkraut, interview, in Juin-Juillet 2003 de la revue *L'Arche*

Ce processus, pousse à l'essentialisation de soi. Ainsi, contrairement à l'Islam, les non-musulmans occidentaux seraient quant à eux protégés par un « héritage judéo-chrétien », qui lui aurait, par essence, une capacité à éviter la barbarie et à produire le progrès démocratique ou qui, pour le moins, serait arrivé à s'élever au-dessus de la barbarie et à promouvoir la démocratie. C'est l'objet du « débat sur l'identité nationale » où l'on cherche à produire une identité immémoriale et éternelle (l'« Occident judéo-chrétien »), alors même qu'une identité nationale doit aujourd'hui être interrogée, sur son histoire et son contexte présent.

L'homogénéisation du « eux » et du « nous ».

Cette essentialisation passe bien entendu par l'homogénéisation du « eux » et du « nous », c'est-à-dire la négation (ou la minoration) de toutes les différences dans chaque groupe considéré. Au mieux, on saura qu'il existe des sunnites et des chiites, mais les différences au sein même des sunnites et des chiites sont totalement ignorées, comme le sont les différentes conditions économiques, politiques des pays où ils résident. La raison fondamentale de leur action est à chercher dans leur nature musulmane.

« Deux millions de musulmans en France, ce sont deux millions d'intégristes potentiels. »

Pierre-André Taguieff, sur France Inter, 1997

2. Absolutisation de la différence des musulmans.

L'objet du deuxième processus est de poser le principe d'une différence, d'une frontière absolue entre « eux » et « nous ». Une fois la différence absolutisée, toute ressemblance ou similitude, toute comparaison entre « nous » et « eux » est impossible.

La mise en scène médiatique de la violence, réelle ou supposée, des musulmans (n'y a-t-il véritablement aucune différence entre DAESH et le Hamas ?) va diffuser dans nos imaginaires l'idée qu'« ils » ne sont pas comme « nous », qu'« ils » ne peuvent pas être comme « nous », car ils ne pensent pas comme « nous ». Dans ce même mouvement, l'histoire européenne est soit euphémisée (sous-estimation, voir négation, de la violence coloniale), soit mise en exception (la barbarie occidentale est le fait d'individus déviants, par quelques nazis responsables du III^{ème} Reich).

Radicalisation de la différence des musulmans.

L'Islam est présenté comme portant en lui la radicalité.

« L'Islam est une religion dangereuse, et ce depuis son apparition. »

Michel Houellebecq, interview au magazine Lire, 1^{er} Septembre 2001

"Houellebecq n'a pas d'autre pouvoir que d'annoncer ce qui est déjà partiellement, en disant qu'il aura lieu globalement. "

Michel Onfray, interview ITW pour le quotidien italien « La Repubblica », 7 janvier 2015

L'Islam ainsi reconstruit est censé ne pas connaître de séparation entre le religieux et le politique avec par voie de conséquence une « allergie viscérale des musulmans à l'égard de la démocratie ». Cet Islam serait basé sur une inégalité entre les sexes avec, comme résultat logique, un sexisme exacerbé de l'homme musulman et une soumission tout aussi prégnante de la femme musulmane. Cet Islam serait incompatible avec la rationalité et produirait de ce fait une tendance forte à la fanatisation, etc.

« [qu'] à côté de l'intégrisme musulman, les intégrismes juifs et chrétien donnent l'impression de phénomènes marginaux plutôt folkloriques, en tous cas sans conséquences. »

Caroline Fourest et Fiammetta Venner, in « Tirs Croisés » 2003

« L'Islam refuse par essence l'égalité métaphysique, ontologique, religieuse, donc politique. »

« Car l'Islam est structurellement archaïque : point par point, il contredit tout ce que la philosophie des Lumières a obtenu depuis le XVIIIème siècle en Europe ... »

Michel Onfray, in Traité d'Athéologie, Grasset

De plus, la division binaire fréquente entre des musulmans « modérés » et des « musulmans radicaux » ne change rien de fondamental à l'absolutisation de la différence. Le musulman modéré serait celui qui pratique l'Islam avec modération et le musulman radical celui qui pratique l'Islam sans modération. En définitive, cette division binaire essentialiste attribue au dit « radical » un brevet d'islamité, car si l'Islam a besoin d'être modéré, c'est qu'il porte donc en lui, dans son essence la radicalité.

« Irrationalité » des musulmans.

L'Islam doit être vu comme étant par nature d'une violence irrationnelle.

Ce processus vise à présenter les comportements des musulmans comme irrationnels. Le « Nous » serait porteur de la rationalité, quand « eux » seraient dans l'irrationalité la plus totale. L'expression « djihadistes » suffit à expliquer entièrement un fait historique, or le phénomène djihadiste s'analyse par des facteurs économiques, sociaux, politiques et/ou géostratégiques comme n'importe quelle autre phénomène.

« Elles (les femmes voilées) sont plus souvent analphabètes que diplômées de l'enseignement supérieur. »

Elisabeth Lévy, in Causeur, 19 juin 2009, « À visage découvert - Burqa : l'Etat de droit, aimez-le ou quittez-le ! »

L'application de cette grille de lecture selon laquelle les musulmans sont irrationnels empêche d'envisager les situations dans leur réalité et d'en analyser les causes. Cette démission de la pensée, ce renoncement à l'intelligence des choses est d'autant plus important que les médias, par leur mise en scène du sensationnalisme, nous projettent dans des réactions émotionnelles qui nous interdisent toute démarche rationnelle. Comment comprendre des phénomènes dans leur globalité et leurs spécificités propres, lorsqu'on est happé par la peur, l'horreur, la haine...

« Le débat surréaliste actuel sur le foulard, véritable étendard de l'islamisme politique, la mise en cause de la laïcité française ne doivent pas faire perdre de vue qu'il s'agit là pour la France et les Français de refuser et de résister à l'implantation sur notre territoire d'une idéologie dangereuse, perverse, et surtout mortelle pour la République. »

Collectif de « L'appel de mai », MARIANNE - 05 mai 2003

« La démission devant le foulard islamique est une démission devant l'obscurantisme islamiste. [...] L'horreur algérienne témoigne, s'il en était besoin, que la barbarie au nom de Dieu constitue l'autre menace contre la République. Un fascisme peut en cacher un autre. »

Jacques Tarnero, " Hommes et migrations, mai 1997

L'objectif de ce processus, posant comme irrationnelle l'action des musulmans, est d'interdire toute analyse du comportement des musulmans, car ce comportement n'est produit que par leur déraison. Ainsi pour les musulmans en France, il n'est plus question de conditions de vie, de racisme, d'héritage postcolonial ou encore d'intérêts politiques. D'autre part, pour les musulmans hors de France, il n'est pas plus question d'histoire, d'oppression ou encore d'intérêts géopolitiques.

Essentialisation de l'identité française.

La deuxième conséquence, c'est la construction qui s'inscrit dans la durée d'une identité essentialiste de la nation française. C'est l'idée que face à ce « eux », « nous », par nature, on est vraiment des démocrates. Les concepts sont brouillés, ce dont profite l'extrême droite pour se dédouaner en quelque sorte. La laïcité qui était à gauche est instrumentalisée...

L'essentialisation de l'identité française, et plus largement occidentale, est le résultat de tous les processus que nous avons tenté de décrire. Il n'y a rien de pire pour une nation que lorsqu'une identité est essentialisée, parce que cela entraîne nécessairement le rejet de toutes les différences.

L'opération obéit à une logique implacable : la recherche d'une identité a pour fonction première d'évacuer la demande d'égalité, tandis que la dimension nationale évacue la dimension sociale.

3. L'injonction : justification et adhésion.

L'injonction est de deux ordres, elle est à la fois l'injonction à la justification pour les musulmans et l'injonction à l'adhésion à l'islamophobie pour les autres. L'injonction porte une logique de suspicion.

Dans le même temps où il est célébré, le « musulman modéré » est sommé de s'expliquer, de prendre la parole, de condamner les « radicaux ». En acceptant de se prêter au jeu de la condamnation comme en refusant l'injonction de justification, le résultat est le même : la reproduction du stéréotype présentant les « musulmans » comme totalité homogène non parcourue de contradictions. L'injonction de justification fonctionne selon la même logique que celle des « peines collectives » de l'époque coloniale. Car bien sûr « gare au silence » : il est immédiatement perçu comme synonyme de complicité.

Le 25 septembre 2014, le Figaro peut ainsi initier un sondage en ligne autour de la question éloquente suivante : « Les musulmans de France manifestent-ils suffisamment leur opposition à la menace terroriste ? ».

La campagne « NotInMyName » (Pas en notre nom) fait la Une de tous les médias pendant plusieurs jours.

L'injonction à l'adhésion, quant à elle, a comme fonction de forcer à l'adhésion à l'islamophobie. Une analyse d'un événement mettant en jeu des musulmans ou pire une tentative d'analyse et de condamnation de l'islamophobie se voit immédiatement taxée d'hérésie, voire de soutien aux dérives « islamistes ». Le terme même d'« islamo-gauchiste » vise à décrédibiliser toute pensée sur le racisme anti-musulman. Bien évidemment, au vu de la similitude du processus du développement de l'antisémitisme dans les années trente et celui de l'islamophobie d'aujourd'hui, le terme d'« islamo-gauchiste » résonne avec celui de « judéo-bolchévik » utilisé par les nazis pour déterminer la jonction de leurs ennemis (le juif et le bolchévik). L'accusation d'« islamo-gauchisme » est, pour l'instant plus l'accusation d'un misérabilisme naïf d'une gauche radicale irréfléchie qui profiterait à la fois aux « islamistes » et au Front National (du fait d'une absence d'une radicalité suffisante pour s'opposer au danger « islamiste »).

« Par contre, avez-vous remarqué combien le mouvement antiraciste et altermondialiste a drôlement changé depuis que les islamistes y militent ? L'antisémitisme n'est plus si mal vu. On ne milite plus contre le racisme mais contre l'« islamophobie ». »

Caroline Fourest, Les Lepénistes de l'islam, in Libération, décembre 2004

b. Causes de l'islamophobie.

Maintenant, il faut s'interroger plus avant sur la fonction sociale de ce nouvel ennemi à la fois intérieur et extérieur, le musulman tel que construit par la société française (les médias, les intellectuels, les hommes politiques et l'état). Homogénéisé, essentialisé, irrationnel, ce musulman qui fait peur.

Toute construction sociale répond à une nécessité sociale. La construction sociale du « musulman, comme ennemi intérieur et extérieur » a une fonction sociale et politique : celle de masquer les causes et les conséquences de la crise du capitalisme.

L'islamophobie est l'arme de la bourgeoisie.

Il s'agit, en produisant des affects attractifs (de la patrie) et répulsifs (de « l'étranger »), d'« unir ceux qui devraient s'opposer » (les exploités, le prolétariat, et leurs exploités, la bourgeoisie) tout en « divisant ceux qui devraient s'unir » (les exploités : le prolétariat blanc et non-blanc, français et étranger, musulman et non-musulman). C'était la fonction de l'antisémitisme véhiculé par les fascistes

de l'entre-deux-guerres : la haine du Juif était le moyen pour les exploiters capitalistes de se rallier les exploités.

1. Négation des causes internes : crise de surproduction.

Réduction de problème socio-économique à l'Islam.

Un des objectifs intérieurs de la propagande islamophobe est de détourner de l'analyse socio-économique les phénomènes sociologiques. Il n'y a plus de soulèvement des populations les plus précaires, mais une impossibilité pour des parties de la population à rester dans le cadre social. En fait, le discriminé socialement, ethniquement et/ou racialement n'est plus présenté comme la victime d'une politique économique, au contraire il devient le responsable des problèmes sociaux.

« En France, on aimerait bien réduire ces émeutes à leur dimension sociale, les voir comme une révolte des jeunes des banlieues contre leur situation, contre la discrimination dont ils souffrent, contre le chômage. Le problème est que la plupart de ces jeunes sont des Noirs ou des Arabes avec une identité musulmane. Regardez ! En France il y a aussi des immigrés dont la situation est difficile — des Chinois, des Vietnamiens, des Portugais — et ils ne prennent pas part aux émeutes. C'est pourquoi il est clair que cette révolte a un caractère ethnique et religieux. » (13)

Alain Finkielkraut, Interview au journal Ha'aretz, 17 novembre 2005.

La division du prolétariat.

Dans une période dans laquelle les classes dominantes ont extrêmement peur d'une révolte sociale, elles recherchent un point de clivage dans les milieux populaires. La longue histoire des révoltes sociales en France (1789, 1793, 1830, 1848, 1870) a permis à la bourgeoisie de bien comprendre les mécanismes d'instrumentalisation et de division du prolétariat pour éviter l'explosion sociale.

Hier, pour diviser le prolétariat qui doit s'unir pour lutter et le détourner de la lutte des classes, la grande bourgeoisie française a propagé la germanophobie pour assurer l'adhésion à la première guerre mondiale, l'antisémitisme pour faire durer l'occupation riche en profit, l'anticommunisme et antisoviétisme pendant la guerre froide pour briser l'élan progressiste de l'après-guerre.

« Les musulmans se reproduisent comme des rats », et « souillent les églises d'occident des miasmes nauséabonds de leurs excréments ou de leur urine »

« Il y a quelque chose, dans les hommes arabes, qui dégoûte les femmes de bon goût. »

« Au lieu de contribuer au progrès de l'humanité, [les fils d'Allah] passent leur temps avec le derrière en l'air à prier cinq fois par jour. »

Oriana Fallaci, in "La rage et l'orgueil", 2002, éditions Plon.

« Oriana Fallaci a l'insigne mérite de ne pas se laisser intimider par le mensonge vertueux. Elle met les pieds dans le plat, elle s'efforce de regarder la réalité en face. »

Alain Finkielkraut, Le Point, 24 mai 2002

« Fallaci vise juste, même si elle peut choquer par certaines formules. »

Pierre-André Taguieff, Actualité juive, 20 juin 2002.

Aujourd'hui, pour préparer les prochaines guerres, peut-être mondiales contre les pays émergents et les peuples opprimés du Sud, la propagande impérialiste est principalement islamophobe et antichinoise, créant des « ennemis extérieurs ».

Aujourd'hui encore, pour nous détourner de la crise du capitalisme et de ses conséquences sur nos vies, la bourgeoisie prépare la guerre sociale contre le prolétariat en développant l'islamophobie et la peur d'un prétendu « ennemi de l'intérieur », le « musulman ».

Le clivage ethnique.

Pour promouvoir un racisme, il faut tout d'abord que la cible soit faible (une minorité sur le territoire national ou un peuple déjà asservi), qu'elle relève d'un « typage » facile et pour laquelle il existe déjà un « imaginaire collectif » bien défini.

« Ce problème est simple et il concerne deux aspects : le nombre et l'islam. Il y a trop d'immigrés venus d'Afrique du Nord et d'Afrique Noire. Et ils n'arrivent pas à s'intégrer parce qu'ils sont trop nombreux. »

Eric Zemmour: "Je sais que ma cause est perdue!", Interview LaLibre.be, juin 2013

Si on cumule le nombre de sans-papiers (400 000 personnes), les immigrés réguliers (5% de la classe ouvrière et des employés), et les enfants d'immigrés des deux dernières générations, on arrive à 30% de personnes issues de l'immigration post-coloniale dans les milieux populaires. Le point de clivage est tout trouvé, il sera ethnique et ce sera la population issue de l'immigration post-coloniale.

Dans une tribune intitulée « War on Arabia » (« en guerre contre l'Arabie ») publiée en 2005 dans le *Wall Street Journal*, Caroline Fourest estimait que les immigrants arabes, incapables de s'intégrer, représentaient une menace pour la démocratie, car ce manque d'intégration pouvait les conduire à rejoindre des cellules terroristes islamistes. Le concept d'« Eurabia » est le concept symptomatique des promoteurs du choc des civilisations.

Comment cliver.

Du fait de l'hégémonie culturelle bourgeoise, l'imaginaire colonial, héritage culturel de la période coloniale, est cultivé chez les travailleurs « blancs ». Au vu de la radicalisation sous-jacente actuelle des milieux populaires, la classe dominante a besoin de renforcer ce point de clivage : l'islamophobie est l'outil. L'islamophobie est le cadre de l'idéologie bourgeoise dominante pour diviser et affaiblir la classe ouvrière et le peuple, multiculturel, multicolore et multiconfessionnel dans son refus collectif de payer la crise du système capitaliste.

2. Négation des causes externe : La justification de l'impérialisme.

Sur le plan de la politique extérieure, ce musulman essentialisé, fantasmé représente une incontestable aubaine pour justifier les interventions militaires et/ou politiques décidées par et pour les intérêts économiques de la finance.

« Elle [Oriana Fallaci] ne proteste pas seulement contre l'islamisme assassin (...). Elle proteste aussi contre la dénégation qui a cours dans l'opinion européenne, qu'elle soit italienne ou française par exemple. On ne veut pas voir ni condamner clairement le fait que c'est l'islam qui part en croisade contre l'Occident et non l'inverse ».

Robert Misrahi, Charlie Hebdo, nov. 2002

Cela permet de justifier des actes et des comportements qui apparaîtraient, dans d'autres circonstances, comme illégitimes et provoqueraient immédiatement l'indignation et l'opposition populaire. Le concept d'ingérence humanitaire, par exemple, qui du fait de la barbarie réelle ou supposée d'un Etat permet la violation de territoire et l'extermination de sa population (comme en Libye). Cela va jusqu'à la justification des tortures à Guantanamo, comme le général AUSAËSSÉS justifiait la torture pendant la guerre d'indépendance de l'Algérie.

Quand on a distillé à chaque instant la peur et qu'elle s'est installée, la déraison s'installe dans les jugements.

En Afrique, au Moyen-Orient, c'est à l'ombre de cette peur qu'on redessine tranquillement les cartes des dominations impérialistes, qu'on s'autorise à couper des nations en deux, le Soudan par exemple, ou à démanteler des états, comme l'Irak ! Face à ce danger irrationnel et permanent qu'on fait du « monde musulman », on accepte n'importe quelle intervention sous n'importe quelle forme.

L'essentialisation, l'injonction et la négation conduisent enfin à éluder tous les débats sur les réels buts de ces guerres et de ces déstabilisations. Il devient impossible de s'interroger sur les tactiques et les stratégies concrètes : soutien à des groupes que l'on prétend combattre ensuite, présentation de monarchies obscurantistes (Arabie Saoudite, Qatar, etc.) comme des alliés, etc. Les enjeux pétro-gaziers et géostratégiques disparaissent entièrement du débat pour ne laisser place qu'à l'urgence d'un consensus « anti-barbare ».

L'opération est pour l'instant une réussite : les interventions en Syrie, en Côte d'Ivoire, au Mali et en Centrafrique ne suscitent pour l'instant pas de grandes réactions. En mettant ceux qui sont susceptibles de s'opposer à la guerre dans un climat de crainte du jugement moral et inondant les médias des explications essentialistes, c'est la possibilité d'un réel mouvement anti-impérialiste et anti-guerre qui disparaît.

II. Philosémitisme d'Etat.

Le philosémitisme a pénétré tous les groupes politiques, des fascistes et de la droite traditionnelle, à la gauche via les socialistes, et la majeure partie des intellectuels européens quelque soit leur orientation politique supposée.

« Notre parti a toujours défendu Israël parce que nous sommes bien conscients que, si Israël disparaissait, nous perdriions notre avant-garde. (...) Aussi longtemps que les musulmans sont concentrés sur Israël, le combat n'est pas dur pour nous. Mais aussitôt qu'Israël aura disparu, ils viendront s'emparer de l'Occident. »

Geert Wilders, « Change Jordan's name to Palestine » in Y-Net, 20 juin

« Je ne cesse de le répéter aux Français juifs, qui sont de plus en plus nombreux à se tourner vers nous : " non seulement, le Front national n'est pas votre ennemi, mais il est sans doute dans l'avenir le meilleur bouclier pour vous protéger, il se trouve à vos côtés pour la défense de nos libertés de pensée ou de culte face au seul vrai ennemi, le fondamentalisme islamiste ". »

Marine Le Pen, interview à Valeurs actuelles, juin 2014.

Cette analyse du philosémitisme d'Etat reprend en partie celle Rudolf Bkouche, professeur émérite à l'Université de Lille.

Pour analyser le philosémitisme d'état, il est important de revenir sur le contexte de la naissance de l'antisémitisme contre lequel il est censé lutter.

a. L'antisémitisme d'état en Allemagne.

Après la crise des années trente, le peuple d'Allemagne prend conscience de la responsabilité de la finance dans la crise mondiale et à ces effets dévastateurs sur le prolétariat. Les communistes allemands sont au premier rang de cette lutte contre la finance et le capitalisme. Les communistes allemands sont puissants et l'URSS est le phare de l'émancipation sociale du prolétariat mondial.

Pour détourner le peuple de la lutte des classes, la bourgeoisie allemande va ouvrir les canaux de l'antisémitisme. S'appuyant sur quelques figures juives de la finance (la famille Rothschild par exemple), la haute bourgeoisie financière installe le mythe de la domination de la finance par les juifs.

Cet antisémitisme avait pour objet l'identification du capitalisme aux Juifs : les Juifs devenaient les inventeurs du capitalisme porté par leur « soif de domination sur le monde » et par voie de conséquence étaient rendus responsables de la crise et de ces conséquences. L'opération idéologique était d'allumer un contre-feu à la lutte contre le capitalisme en stigmatisant une population. Or si les capitalistes juifs étaient bien responsables de la crise au même titre que l'ensemble des capitalistes, le prolétariat juif, quant à lui, en était la victime comme l'ensemble du prolétariat.

Ainsi pour pouvoir assurer la guerre contre le prolétariat, la bourgeoisie a déclaré la guerre aux juifs. Cette propagande contre cet ennemi intérieur et extérieur permettait de justifier toutes les lois antisociales et les guerres impérialistes de la société capitaliste allemande.

Si les juifs ont été ciblés dans les années 30, c'est bien sur les mêmes critères que les musulmans le sont aujourd'hui. Les juifs étaient une partie minoritaire et stigmatisable du prolétariat. Dès lors, il était possible les faire passer de leur statut de bouc émissaire à celui d'« ennemis de l'intérieur ».

b. Récupération de la lutte contre l'antisémitisme par la bourgeoisie.

L'ensemble des bourgeoisies occidentales, et des sionistes d'ailleurs, n'a montré que peu d'intérêt au sort des juifs d'Europe et ce jusque bien après la seconde guerre mondiale.

Ce n'est que longtemps après la guerre, et notamment avec le procès Eichmann en 1961, que le culte mémoriel reconstruit et dénaturé du génocide des Juifs, ou Shoah, est devenu central dans la propagande occidentale. En effet, l'État français cherche à renforcer son alliance économique et diplomatique avec l'État israélien pour le développement de leur collaboration nucléaire et dans la gestion de certaines interventions coloniales en Afrique.

De plus, cette reconstruction permet de dénaturer et d'interdire toute analyse sérieuse du fascisme. Les crimes du nazisme ne sont plus imputables à une gestion sociale et politique extrêmement violente du capital, mais ils sont analysés comme la résultante de la barbarie humaine, assimilés à l'inculture et par rebond au prolétariat. Cette reconstruction a permis de dédouaner tant la bourgeoisie allemande que les impérialistes occidentaux (EU, France et Grande Bretagne) dans la montée du

nazisme pour lutter contre le bolchévisme. Ce culte a permis aussi de placer les occidentaux comme le fer de lance de la défense des droits de l'homme et de la lutte contre l'antisémitisme.

Le philosémitisme d'Etat se développe selon deux axes symétriques : Le culte mémoriel de la Shoah et la théorie de la « civilisation judéo-chrétienne »

Le culte mémoriel de la Shoah.

Cette imposture que constitue le culte de la Shoah et le devoir de mémoire qui l'accompagne n'est rien moins que l'utilisation des massacres des juifs pour entraver toute tentative de lutte contre les intérêts locaux ou internationaux de la bourgeoisie. L'antisémitisme est érigé comme le crime raciste absolu, ce qui permet une relativisation des autres racismes voire une dénégation.

C'est dans ce cadre que toute agression contre un individu juif est qualifiée d'antisémite et immédiatement dénoncée comme telle. Les agressions islamophobe, négrophobe ou romophobe bien que plus nombreuses et plus courantes ne sont, quant à elles, condamnées que lorsque la mobilisation des victimes y contraint les médias et politiques.

Essentialisation de la « civilisation judéo-chrétienne ».

Après la chute du mur de Berlin, la notion de « civilisation judéo-chrétienne » a permis de reconstruire une nouvelle identité culturelle pour les états européens. Le mythe de la « civilisation judéo-chrétienne » permet ainsi d'une part de proclamer comme évidente l'existence d'un fondement immémoriale de l'identité culturelle de l'occident qui, de surcroît, serait en danger, et d'autre part d'identifier les « juifs » (de nouveau essentialisés) comme occidentaux et Israël comme un pays occidental. Alors même que l'« Occident » est à l'origine du plus grand crime antisémite de l'histoire, la propagande bourgeoise laisse à entendre que l'« Orient » serait le centre de l'antisémitisme mondial et que l'« Occident », quant à lui, serait le centre de la lutte contre l'antisémitisme.

Les deux règles fondamentales du philosémitisme sont :

« Défendre Israël, c'est lutter contre l'antisémitisme érigé comme le crime raciste absolu. »

« S'opposer à l'Occident, c'est, in fine, être antisémite. »

Alain Finkielkraut prétend ainsi que l'Amérique est « l'image inversée d'Auschwitz » et que « le souvenir d'Auschwitz » est devenu la loi morale de la conscience démocratique.

S'opposer à la politique des Etats-Unis ou de l'Occident revient ainsi à faire preuve d'un antisémitisme.

c. Pourquoi le philosémitisme d'état.

Le philosémitisme est une des pièces maîtresses de l'opération idéologique visant à imposer le mot d'ordre d'une « défense de l'Occident ». Autrement dit, cette propagande vise à rendre les prolétariats solidaires des intérêts géopolitiques des bourgeoisies. Cette « défense de l'Occident » qui avait été le cadre idéologique du IIIème Reich et celui plus généralement des fascistes antisémites occidentaux est devenu la clé de voûte de la propagande bourgeoise avec un revirement de l'antisémitisme au philosémitisme.

Négation de l'islamophobie.

Le philosémitisme d'Etat a pour objet la négation des crimes coloniaux et la disqualification des victimes d'autres formes de racisme (islamophobie, négrophobie ou romophobie).

Dans la première déclaration de la toute nouvelle Délégation Interministérielle à la Lutte Contre le Racisme et l'Antisémitisme (DILCRA), Gilles Clavreul pose d'emblée une négation de l'islamophobie qui est amalgamée au « racisme anti-arabe » d'une part et une mise en exceptionnalité de « l'antisémitisme » d'autre part : « Tous les racismes sont condamnables, mais le racisme anti-Arabe et anti-Noir n'a pas les mêmes ressorts que l'antisémitisme dans sa violence. Il faut être capable de dire la particularité de l'antisémitisme. »

Ainsi, par le développement d'un sentiment de culpabilité envers les Juifs (Culte de la Shoah), le philosémitisme européen se construit sur la négation des victimes de la violence coloniale ou de l'islamophobie, la négrophobie ou la romophobie. Ainsi par exemple le culte mémoriel de la Shoah permet aux Etats colonialistes de se dédouaner de leurs propres crimes coloniaux (pour la France, massacres en Algérie, au Mali, à Madagascar, ...) puisqu'il n'y a pas de crime plus odieux et plus violent que celui de la Shoah. Il permet donc d'occulter le racisme d'Etat qu'est l'islamophobie, voire

de le consolider par le développement de la suspicion d'antisémitisme des populations issues de l'immigration des colonies.

« La Shoah, le plus grand crime jamais connu et jamais commis dans l'humanité. (...) Ce crime fut unique par son ampleur. (...) Ce crime fut unique par sa méthode, bureaucratique, industrielle.

François Hollande au mémorial de la Shoah, janvier 2015

« Il y a un contresens dans cette concurrence victimaire. L'esclavage et la traite négrière sont des crimes contre l'humanité, mais pas des génocides ».

Mme George Pau-Langevin, ministre des Outre-mer, février 2015

« Il n'y a pas d'islamophobie en France. Il n'y a pas d'actes antimusulmans – ou pas plus que les actes contre les femmes... ou les personnes de petite taille. Mais il y a une augmentation de l'antisémitisme. »

Marine le Pen, Financial Times, 5 mars 2015.

Interdire l'opposition aux guerres impérialistes.

L'objectif du philosémitisme européen est aussi celui de l'acceptation de la politique impérialiste des états occidentaux et de soutenir cet avant-poste de l'impérialisme occidental qu'est Israël.

« l'anti-américanisme est une métaphore de l'antisémitisme »

Bernard-Henri Lévy, in "Ce grand cadavre à la renverse", (Grasset, 2007),

Ainsi, par cette culpabilité entretenue envers les Juifs (devoir de mémoire), le philosémitisme occidental construit l'obligation de la reconnaissance du projet colonial sioniste comme dédommagement des crimes subis et par la nécessité de la lutte contre la barbarie. Ainsi, notamment depuis le 11 septembre 2001, avec l'aide la théorie bourgeoise du choc des civilisations, le philosémitisme présente la Palestine comme une nation de terroristes islamiques et Israël comme le poste avancé de l'Occident contre les « barbares ».

II. Conséquences de l'islamophobie (et du philo-sémitisme).

Il est notable qu'il y a une forte concordance entre l'islamophobie et le philo-sémitisme quant à la stigmatisation, au rejet des musulmans et à l'essentialisation de la culture et de l'histoire française. Ces cadres de propagande ont des effets bien réels par l'organisation d'un racisme d'État (lois, police et justice discriminantes), qui lui-même a des conséquences non seulement sur les populations touchées par ce racisme, mais également sur les actes et les pensées du reste de la population.

a. La peur du musulman.

Des effets de l'islamophobie et de son intensification dans « l'unité nationale » depuis les attentats de Charlie Hebdo, le premier est, sans conteste, l'instauration d'un climat de peur, porté par la crainte d'une montée, réelle ou supposée, d'un radicalisme islamique.

Le travail incessant des médias a distillé cette peur par le sensationnalisme, la surexposition, l'approximation, voire par la malversation. Cela pose les bases d'un climat anxiogène. La prégnance du vocabulaire de guerre dans les prises de positions politiques relayées par les journalistes, les experts et les chroniqueurs divers, renforce et développe ce climat de peur. De plus, le déploiement de 10 000 soldats dans le cadre du plan Vigipirate depuis le 14 janvier 2015, à grand renfort de publicité médiatique, enracine l'idée d'un danger permanent et omniprésent.

« Oui, nous sommes en guerre »

Manuel Valls, premier ministre, assemblée nationale, 13 janvier 2015.

« La guerre a été déclarée à la France »

Nicolas Sarkozy, membres des Républicains, Le Figaro, 9 janvier 2015.

Pour finir, la thèse d'une absence de frontière entre le terrain extérieur d'opération et le terrain intérieur développée par le ministre de la défense parachève la surenchère verbale guerrière productrice d'une peur sociale généralisée.

« C'est une véritable opération intérieure. Il y a les opérations extérieures qui se poursuivent, et c'est une opération intérieure qui va mobiliser 10.000 hommes, c'est-à-dire à peu près autant que ce qui mobilise aujourd'hui nos opérations extérieures »

Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, 12 janvier 2015.

Or, ce discours de guerre que nos politiques ont fortement utilisé produit une grille d'analyse simplifiée qui définit à la fois les amis (l'occident) et l'ennemi, ennemi de l'extérieur et ennemi de l'intérieur (le musulman). Cette « menace » engendre la peur et la haine qui pousse à l'action contre l'ennemi.

b. Passage à l'acte contre « l'ennemi intérieur ».

Le passage à l'acte est de deux natures. D'abord institutionnelle, la police et la justice, mais aussi l'école, se trouvent légitimées dans tout acte de mise au ban des musulmans. Ensuite le passage à l'acte de la population non-musulmane contre les musulmans.

Au lycée Paul-Gauguin, à La Sour, une élève en terminale de confession musulmane, Ikram, 18 ans, a été victime de discrimination et de harcèlement du fait d'une jupe jugée trop longue. Elle a même été interdite de cours par l'une de ses professeurs.

« Certains professeurs me parlent de ma jupe longue. Tous les jours, on me dit que ce n'est pas approprié. Mais dans le carnet, nulle part, il est écrit que l'on ne peut pas porter une jupe longue au lycée. Jamais, je n'ai porté le voile à l'intérieur de l'établissement. »

« On m'a demandé si je voulais aller faire le djihad. On m'a dit, aussi, que ma longue jupe pouvait servir à passer la serpillière. »

Ikram, lycéenne, Orléans, mai 2015.

Le contexte de peur distillé après les attentats de Charlie Hebdo provoque l'hystérie de la justice. Se déchaîne, alors, une vague de répression aveugle contre les musulmans, tenus responsables de tous faits discordants, la plupart anecdotiques, sous l'accusation d'apologie du terrorisme. Les chiffres officiels de la chancellerie communiqués le 20 janvier nous donnent ainsi les informations suivantes : 251 procédures depuis le 7 janvier, dont 117 pour « apologie de terrorisme », 77 jugements en comparution immédiate, 39 condamnations dont 28 à des peines de prison ferme dont 20 avec mandat de dépôt à l'audience, 22 autres convocations devant le tribunal correctionnel. La plupart de

ces actes s'étendent de la bravade aux élucubrations alcoolisées. Cette hystérie ira jusqu'à faire convoquer par la police un enfant de 8 ans, Ahmed, pour avoir refusé d'observer une minute de silence au lendemain des attentats à Charlie Hebdo.

Or, le cadre même de cette propagande raciste n'organise pas seulement l'oppression étatique contre les « musulmans », mais aussi et surtout provoque l'adhésion de la population non-musulmane de France à cette guerre à l'Islam et aux musulmans. Si la violence du cadre étatique est déjà conséquente, les violences directes en actes et en paroles à l'égard des musulmans s'installent, s'intensifient et se développent.

Agressions de femmes voilées, injures à caractère islamophobe, attaques de lieux de culte, incitations régulières à la haine sur le net... La liste des agressions physiques et verbales contre la population musulmane n'en finit pas de s'allonger au fil des mois. La haine du musulman s'installe et s'enracine dans la population donnant toutes les déclinaisons possibles de l'oppression raciste.

Les chiffres réels de ses agressions sont, bien entendu, beaucoup plus importants que ceux déclarés et enregistrés par les services de police. De nombreux actes ne sont en effet même pas signalés dans un contexte aussi délétère.

c. La peur des musulmans.

Aussi, un climat de peur s'empare des populations issues de l'immigration postcoloniale. Cette peur est le fruit de la multitude d'actes plus ou moins graves subis quotidiennement, auxquels s'ajoutent les agressions ouvertes : propos racistes, silence et atmosphère tendus dans les transports en commun, etc...

Les femmes portant un foulard sont encore plus touchées par cette peur envahissante du fait du nombre des agressions verbales et des comportements de rejet dont elles sont les victimes. Par peur des représailles, ces femmes sont à la fois tentées de s'enfermer dans leur foyer ou de se dévoiler.

d. L'humiliation des musulmans.

Le cadre propagandiste de cette stigmatisation, mais aussi et surtout les différentes agressions, provoquent le sentiment d'humiliation chez bon nombre de musulmans, rabaissés et atteints dans leur dignité.

Humiliation lorsqu'on se fait arracher son foulard dans la rue devant des passants indifférents.

Humiliation lorsqu'on envisage de retirer un foulard uniquement par la peur suscitée par les actes islamophobes.

Humiliation lorsque l'on est suspecté d'être un ennemi intérieur du pays où l'on vit.

Humiliation lorsqu'on est sommé de se démarquer des djihadistes sous peine d'être soupçonné d'en être.

Humiliation lorsqu'un enfant se fait exclure d'une classe parce qu'il ne veut pas « être Charlie ».

Humiliation lorsqu'on refuse même d'écouter les raisons qu'invoque cet enfant pour justifier son opinion.

e. Autodestruction du racisé.

L'ensemble des violences sociales - les inégalités sociales et les discriminations (racistes et sexistes) - fragilise la santé mentale des habitants des quartiers populaires. Les processus de paupérisation et de précarisation qui depuis plus de trois décennies diffusent une insécurité sociale dans les classes et quartiers populaires ne se traduisent pas seulement en une baisse du niveau de vie ou un accès plus difficile aux biens et services, mais également en effets psychiques.

La discrimination « raciale » a des effets tout aussi destructeurs sur la santé mentale des racisés. Le constat d'une surreprésentation de la psychose pour les populations issues de l'immigration est établi par plusieurs études épidémiologiques (Edouard Leune et Halima Zeroug-Vial, *Psychose et migration : entre clinique, épidémiologie et politique*, Rhizome, n° 52, juin 2014).

Il a longtemps été question de vouloir attribuer à des faits biologiques et culturels cette surreprésentation de troubles mentaux, mais cette posture est de plus en plus impossible à tenir au vu de différentes études qui ont montré le poids des inégalités et des discriminations. La conjonction de facteurs psychosociaux défavorisants persistants (isolement, chômage, exclusion, discrimination) vulnérabilise les victimes face aux maladies psychiques.

Frantz Fanon a souligné la tendance à retourner contre soi la violence lorsque qu'aucun horizon d'émancipation collectif n'est disponible. Parlant de la violence coloniale et de ses effets sur le colonisé, il précise :

« Cette agressivité sédimentée dans ses muscles, le colonisé va la manifester d'abord contre les siens. C'est la période où les nègres se bouffent entre eux ... ».

Frantz Fanon, Les damnés de la terre, La Découverte, Paris, 2002.

f. Radicalisation : la question du djihadisme.

Si la peur, l'humiliation et le déni de parole amènent d'abord les racisés à retourner la violence contre eux, cette violence finit par trouver à s'exprimer au dehors des individus. En effet, les silences sur les humiliations et les discriminations des racisés provoquent les sentiments d'isolement et d'injustice qui peuvent donner lieu à des conduites nihilistes, allant de la destruction de soi ou des proches, aux révoltes collectives de quartiers en passant par le djihadisme pour une infime minorité.

Pour la propagande bourgeoise, le « djihadisme » s'explique par le fait religieux. Cette propagande voudrait que l'Islam soit porteur intrinsèquement d'une violence qui trouverait sa réalisation dans le « djihad ». Or, l'engagement dans le djihadisme n'est pas un fait religieux, mais une conséquence de faits sociologiques.

« Ceux qui partent faire le jihad agissent ainsi à 90 % pour des motifs personnels [...] Et à 10 % seulement pour des convictions religieuses : l'islam radical. La religion n'est pas le moteur de ce mouvement ... »

Marc Trévidic, juge antiterroriste, « La religion n'est pas le moteur du jihad » Le Télégramme, juin 2015

La raison de cet engagement « djihadiste » est à chercher dans les conditions matérielles d'existence des jeunes des quartiers populaires et les conditions idéologiques de réponses à leurs conditions d'existence.

Les conditions matérielles d'existence sont celles d'une précarité rendant le quotidien invivable. Elles sont celles d'un rapport à la police rythmé par les contrôles au faciès réguliers, diffusant un sentiment diffus d'insécurité. Ce sont aussi les mises en suspicion permanentes dans les médias et, depuis quelques décennies, une islamophobie en croissance exponentielle. Cette discrimination massive et systémique rend pour de nombreux jeunes l'avenir dans cette société impensable.

g. L'amalgame entre antisionisme et antisémitisme.

La diffusion de l'amalgame entre antisionisme et antisémitisme commence au début de la décennie 2000 par la publication du livre de Pierre-André Taguieff, *La nouvelle judéophobie*. Selon lui « l'emploi euphémisé d' « antisionisme » implique la substitution de cette expression à cette autre qui, trop explicite ou « directe », serait disqualifiante : antisémitisme ».

« Il y a en France un nouvel antisémitisme qui se cache derrière un antisionisme de façade. Un antisionisme qui n'est d'ailleurs pas moins contestable. »

Manuel Valls, ministre de l'Intérieur, Information Juive d'Octobre 2012

La dénonciation des crimes israéliens ne serait rien d'autre que la réactivation des vieux mythes antisémites.

« Dans la propagande « antisioniste », le peuple palestinien est transfiguré en peuple de « héros » et de « martyrs », jusqu'à être christifié en peuple d'enfants martyrs ce qui réactive le vieil imaginaire antijuif du meurtre rituel. »

Pierre André Taguieff, *La nouvelle judéophobie*

De surcroît, le soutien au peuple palestinien en serait le catalyseur.

« Le propalestinisme est assurément le principal vecteur de la nouvelle haine des Juifs à laquelle on donne souvent le nom d'« antisionisme ». »

Pierre André Taguieff, *La Judéophobie des Modernes : des lumières au jihad mondial*

C'est à cette source que le Parti Socialiste emprunte son amalgame entre l'antisémitisme et l'antisionisme.

h. Stigmatisation des musulmans comme antisémites.

D'une part le philo-sémitisme et le culte mémoriel de la Shoah permettent le déni du racisme dont sont victimes les musulmans. D'autre part la population issue de l'immigration coloniale maghrébine et africaine est fortement sensibilisée aux souffrances du peuple palestinien.

Ce contexte idéologique français permet à la fois de repousser toute demande de reconnaissance de l'islamophobie comme "concurrence victimaire" déplacée au regard de la "Shoah" et d'entretenir l'idée que la lutte contre l'état colonialiste d'Israël ne serait pour l'immigration coloniale maghrébine et africaine que l'expression de leur antisémitisme profond.

« Il existe en France une minorité afro-arabo-musulmane qui est radicalement antisémite ; il faut cesser de ne pas oser le dire ; l'analyse ne doit pas annuler l'indignation. »

Max Gallo, historien

i. La légitimation renforcée des guerres.

Les guerres impérialistes pour le pétrole, pour les minerais stratégiques dans le double but de se les accaparer et d'affaiblir des puissances émergentes (en leur coupant l'accès à ses ressources naturelles) se multiplient depuis plusieurs décennies. Ces guerres de pillages, ces aventures militaires impérialistes, dont le seul but est le surprofit des capitalistes, ne peuvent pas se présenter comme telles. Elles nécessitent pour se déployer sans résistance d'être déguisées en « guerres justes » : contre l'obscurantisme et le terrorisme, pour l'émancipation des femmes, pour la défense d'une minorité opprimée, contre le génocide, etc... L'islamophobie est un des ingrédients idéologiques majeurs, depuis les attentats du 11 septembre 2001, pour préparer un « *arôme idéologique immédiat* » (concept de Gramsci) favorable à la guerre.

La négrophobie est un des autres ingrédients idéologiques autorisant l'appropriation du pétrole, du gaz et des minerais en Afrique.

La France est particulièrement engagée dans toutes les agressions impérialistes de ces dernières années. De l'Afghanistan à la Syrie en passant par l'Irak, du Mali à la Centrafrique en passant par la Lybie, l'armée française est, à de très rares exceptions, engagée dans ces guerres d'agression. La pression idéologique islamophobe et négrophobe est d'autant plus forte qu'est important le besoin de légitimation d'interventions militaires dans des pays africains et/ou « musulmans ».

L'instrumentalisation de l'émotion suite aux attentats de « Charlie Hebdo » par le discours de « l'unité nationale » pour l'interne et de la « guerre mondiale contre le terrorisme » pour l'externe a dans ce contexte un double objectif : annoncer de nouvelles guerres impérialistes d'une part et les légitimer aux yeux des peuples et du peuple français en particulier d'autre part. Il s'agit de remobiliser et de ressouder les rangs, de donner une légitimité populaire, de rassembler pour de nouvelles guerres.

C'est ainsi par 488 voix contre 1 que l'Assemblée Nationale approuve la prolongation des frappes aériennes françaises en Irak, le 13 janvier 2015. Le Sénat va dans le même sens le même jour par 327 voix et 19 abstentions. Le premier fruit amer de l'unité nationale c'est la guerre. Hier comme aujourd'hui, en 1914 ou en 2015, l'Union sacrée a toujours le même goût de guerre.

j. réduction des libertés : la voie de la fascisation.

La réduction des libertés est aussi une des conséquences, et non des moindres, de l'islamophobie. Ayant créé un ennemi intérieur et extérieur ainsi que le danger potentiel d'une attaque majeure de celui-ci, l'Etat est « légitimement » autorisé à restreindre les droits démocratiques pour « défendre les citoyens ».

Angela Davis a étudié avec soin ce processus aux États-Unis et ses derniers textes nous montrent comment la lutte contre le terrorisme a pu représenter une aubaine pour justifier toutes les lois liberticides. On peut, sous ce prétexte, contrôler n'importe qui, n'importe quand et s'autoriser des perquisitions qui étaient illégales auparavant. La peur qui s'est installée a créé les conditions d'un consentement majoritaire à la remise en cause des libertés démocratiques.

« Après le 11 septembre, le Patriot Act a conduit à l'emprisonnement de centaines de personnes aux États-Unis et à la triste actualité de Guantánamo. Nous sentons-nous mieux protégés pour autant ? »

Angela Davis, in Angela Davis: histoire d'un symbole, Fragi.org, mai 2015

Suite aux attentats de " Charlie Hebdo ", l'Assemblée Nationale a voté une loi le 5 mai 2015 sur le renseignement pour rendre légal des pratiques d'écoute et de surveillance par les services de renseignement. Ainsi, les services pourront poser des micros dans un appartement ou un véhicule, installer des balises GPS ou écouter des communications téléphoniques, sans l'accord d'un juge. Ils pourront également utiliser des IMSI-catchers, un dispositif qui permet d'écouter toutes les communications (téléphoniques comme électroniques) dans un rayon de 500 mètres à un kilomètre.

« Vous n'avez rien à craindre, si vous n'avez rien à cacher ».

Joseph Goebbels, ministre du IIIème Reich à l'éducation du peuple et à la propagande

Le fascisme surgit rarement brusquement. Il est généralement précédé d'un processus long dans lequel des libertés démocratiques sont rognées de plus en plus et des répressions de plus en plus importantes sont développées pour « assurer notre sécurité ». Le fascisme lui-même continue de se légitimer par l'impératif de sécurité.

Si la France n'est pas un état fasciste, l'islamophobie et sa guerre aux musulmans, dont l'opération de récupération des attentats de "Charlie Hebdo" est un exemple patent, ont permis d'affaiblir la résistance démocratique et de réduire le cadre démocratique.

VII. Que faire ? Combattre sans concession l'islamophobie et les discriminations.

« Si vous n'êtes pas vigilants, les médias arriveront à vous faire détester les gens opprimés et aimer ceux qui les oppriment ».

Malcom X.

La propagande bourgeoise se déploie selon deux axes fondamentaux : diviser le prolétariat qui devrait s'unir contre elle et détourner le prolétariat de la lutte des classes. L'islamophobie répond à ces deux critères. Diviser le prolétariat entre musulmans et non-musulmans et détourner le prolétariat de la lutte des classes vers une lutte contre l'Islam. Pour les progressistes et les communistes, il s'agit donc d'unir le prolétariat sur sa nature de classe et de revenir à la lutte contre notre ennemi commun : le capital, aujourd'hui représenté par la finance.

Ainsi, il s'agit de combattre sans concession l'islamophobie afin de briser l'isolement d'une partie importante des classes populaires face aux attaques incessantes de la propagande bourgeoise, et de défendre la partie du prolétariat la plus pauvre et la plus précaire. Dans la pratique cela signifie, entre autre, organiser le combat contre les discriminations systémiques, les contrôles au faciès et les crimes policiers.

Pour pouvoir lutter contre l'islamophobie, il nous faut combattre les conditions idéologiques qui en ont permis le développement, ainsi que l'absence de réponse, voire le déni de l'islamophobie par la gauche française. Parmi ces conditions idéologiques, il nous faudra déconstruire le sentiment anti-religieux de la gauche française et sa forte imprégnation d'un héritage culturel colonial. Ce sont ces deux points qui, plus particulièrement, empêchent la gauche à la fois d'analyser le phénomène de l'islamophobie, et d'apporter une solution à ce racisme anti-musulman.

a. Retravailler l'héritage culturel des Lumières.

Les progressistes et les communistes de France doivent rompre avec l'héritage des Lumières tel qu'il est véhiculé par la culture bourgeoise, ou plus exactement à faire un tri au sein de la pensée des Lumières. En effet, les penseurs des Lumières sont le résultat de leur classe, de l'état des savoirs et des limites historiques de l'époque. La vision non critique et dogmatique de la pensée des Lumières est depuis longtemps l'arme des classes dominantes qui en fait un révolutionnarisme chauvin dans le seul but de freiner les opprimés de France et de les éloigner de leurs frères colonisés.

Il nous faut donc séparer ce qu'il peut y avoir d'universel et de transversal dans un certain héritage des Lumières (la révolte contre l'oppression, par exemple) de ce qui vient de l'idéologie de la bourgeoisie, nouvelle classe dominante à l'époque de la révolution de 1789 (les justifications racistes de l'esclavage, par exemple). Il nous faut distinguer ce qui peut encore servir aux luttes actuelles de ce qui, déjà à l'époque, n'existait que pour freiner la radicalité de la lutte des classes populaires.

Ce tri entre les deux aspects des Lumières n'a jamais été fait parce que la bourgeoisie française s'est toujours attachée à recycler régulièrement cet héritage en mythifiant son apport révolutionnaire et en niant ses contenus réactionnaires. Il y a une importance cruciale pour la bourgeoisie à créer ce

chauvinisme de la pensée progressiste qui sert de prête-nom aux conquêtes coloniales et sert encore à isoler le prolétariat issu de l'immigration coloniale.

Les deux écueils que produit ce chauvinisme des Lumières sont d'une part le surdimensionnement des réalisations du prolétariat "blanc" de France et le sousdimensionnement des réalisations du prolétariat issu des colonies. Cette analyse ethnocentrée et anhistorique, intériorisée par les mouvements de gauche et d'extrême gauche, produit l'idée que la route de l'émancipation pour les peuples colonisés ou issus de la colonisation doit être celle empruntée par le prolétariat "blanc" de France, voire que ces populations doivent se mettre en marche derrière le prolétariat "blanc" de France.

Il apparaît donc comme central de replacer l'ensemble des luttes du prolétariat en fonction de leur apport à la lutte internationale contre la bourgeoisie, son colonialisme et son impérialisme et non à l'aulne d'un imaginaire révolutionnaire.

b. Lutter contre l'esprit colonialiste de gauche.

Le sentiment de supériorité du prolétariat "blanc" de France induit par le chauvinisme des Lumières a été un obstacle majeur à une réelle défense des colonisés au moment de la décolonisation, et est encore un obstacle majeur à la défense des colonisés de l'intérieur que sont les personnes issues de l'immigration des ex-colonies.

D'une part, le paternalisme, le maternalisme ou le fraternalisme et, d'autre part, la diabolisation ou l'infantilisation, sont des attitudes politiques extrêmement fréquentes à « gauche » et même à « l'extrême-gauche » dans les analyses sur les quartiers populaires et leurs habitants, comme cela avait été le cas pendant la période coloniale pour les colonisés.

Ces postures néocoloniales ont été présentes au moment des débats sur la loi de l'interdiction du foulard à l'école, lors des révoltes des quartiers populaires en novembre 2005, au cours des multiples débats sur la revendication d'une régularisation de tous les sans-papiers, etc... Elles sont présentes également dans les commentaires des résultats électoraux en Tunisie et en Égypte, comme elles l'étaient au moment des agressions contre l'Irak, l'Afghanistan ou la Libye.

« La concurrence est l'expression la plus parfaite de la guerre de tous contre tous qui fait rage dans la société bourgeoise moderne. [...] Or, cette concurrence des travailleurs entre eux est ce que les conditions de vie actuelles ont de pire pour le travailleur, l'arme la plus acérée de la bourgeoisie dans sa lutte contre le prolétariat. »

Engels, in La situation de la classe ouvrière en Angleterre

Conséquences pour la gauche française.

Du fait de l'absence de la décolonisation des esprits, la gauche française n'a pu produire une position claire contre le colonialisme. Elle n'a pu produire qu'une dénonciation ambiguë de la colonisation, de même qu'un soutien timoré, voire une absence de soutien, aux luttes de libérations nationales dans la décennie 50. Le silence assourdissant de cette même gauche pendant des décennies sur les massacres coloniaux en Algérie (y compris le massacre du 17 octobre 1961), en passant par les crimes de Madagascar de 1947, du Cameroun de 1955 à 1960, etc. est très symptomatique de cette

Ce sont bien les scories réactivées des théories coloniales qui font que l'islamophobie fonctionne aussi bien dans la gauche française aujourd'hui. L'islamophobie résonne sur la suspicion, légitimée par l'imaginaire colonial, que la culture du colonisé est « archaïque et antirépublicaine ».

Au vu de l'histoire coloniale française, la France, en l'absence d'un travail sur l'histoire de la colonisation et de sa propagande, ne peut pas charrier autre chose que les restes de l'imagerie coloniale qu'elle a construite avec tant d'assiduité. Or, depuis les années soixante, rien n'a été fait au sein du prolétariat pour qu'il déconstruise cet héritage colonial. Et, in fine, l'islamophobie n'est que la remobilisation à des fins contemporaines d'un imaginaire colonial qui n'a jamais été déconstruit. La question est donc comment décoloniser les esprits, comment lutter contre l'héritage colonial.

La réponse à apporter est bel et bien la lutte contre le principe de "l'émancipation de l'autre". Cette posture qui vise à déposséder l'autre de sa propre émancipation est bien une conséquence de la pensée coloniale qui ne perçoit pas les personnes issues de l'immigration des ex-colonies comme des prolétaires, mais comme des sous-prolétaires incapables de produire leur propre émancipation. Or, s'il doit y avoir émancipation des personnes issues de l'immigration des ex-colonies, c'est à elles et à elles seules d'en définir le début, le but et les moyens d'actions. Les progressistes doivent soutenir

leurs luttes d'émancipation et lutter contre leur propre bourgeoisie, promoteur de l'oppression coloniale et post-coloniale.

c. Lutter contre l'anti-religiosité de gauche.

Un des grands apports théoriques et pratiques du mouvement marxiste au combat progressiste est de dénoncer comme un écueil idéaliste et une ruse de la bourgeoisie le combat antireligieux issu de la tradition des Lumières.

« L'unité de cette lutte réellement révolutionnaire de la classe opprimée combattant pour se créer un paradis sur la terre nous importe plus que l'unité d'opinion des prolétaires sur le paradis du ciel. »

Lénine, in Socialisme et religion, 1905

Ainsi, l'anticléricisme historique de la fin du 19ème siècle et du début du 20ème siècle avait été l'arme de la bourgeoisie pour détourner le mouvement ouvrier de la lutte des classes et l'orienter contre le clergé et surtout la religion pour le diviser. L'anticléricisme est à nouveau l'instrument de la bourgeoisie et ses serviteurs politiques pour monter le prolétariat contre l'islam, religion d'une partie de la classe ouvrière de France, afin d'affaiblir la lutte de classe des travailleurs. Les laïcards d'hier et d'aujourd'hui servent surtout les intérêts de la bourgeoisie en divisant autour de la religion le peuple quand il devrait s'unir contre la bourgeoisie.

Le message des laïcards est que la religion est l'obstacle primordial à l'émancipation des peuples. Dans leur analyse, il faudrait pour s'unir contre l'oppression capitaliste, que le prolétariat soit unifié quant à son rapport à la religion ou, plus précisément, qu'il s'en détache. L'erreur est ici mortelle pour le mouvement prolétarien car, pour assurer la victoire du peuple, l'éminente priorité est que le peuple s'unisse contre son ennemi au-delà de toutes autres différences qu'elles soient religieuses, culturelles ou ethniques.

Il est donc primordial que le prolétariat lutte contre la propagande mise en place pour le diviser, et qu'il détruise l'idéalisme bourgeois qui proclame que les religions sont le premier problème de l'humanité par les guerres qu'elles provoqueraient. Car aucune guerre, même les croisades, n'ont été « de religion ». Il s'est toujours agi de guerres pour la richesse et le pouvoir. Dans une société de classe, on ne fait pas la guerre pour une idée ou pour un principe, on fait la guerre pour que la classe dominante reste dominante et qu'elle étende sa domination.

Si l'égarément anticléric, en France, trouvait sa source dans le lien étroit de l'Etat et du clergé catholique, l'islamophobie trouve sa source dans le mépris colonial des prolétaires musulmans.

La lutte historique de l'émancipation des peuples consiste à combattre la finance qui, elle, n'a pas de religion.

L'anti-religiosité est « l'opium du peuple de gauche », car il permet de justifier l'incapacité à organiser la lutte contre la bourgeoisie et donc l'immobilisme, et à trouver un ennemi beaucoup plus facile d'accès que la bourgeoisie, l'opprimé musulman.

*« [...] Quand les blés sont sous la grêle
Fou qui fait le délicat
Fou qui songe à ses querelles
Au cœur du commun combat
Celui qui croyait au ciel
Celui qui n'y croyait pas [...] »*

Louis Aragon, in La Rose et le Réséda

« La bourgeoisie réactionnaire a partout eu soin d'attiser les haines religieuses – et elle commence à le faire chez nous – pour attirer de ce côté l'attention des masses et les détourner des problèmes économiques et politiques réellement fondamentaux, problèmes que résout maintenant le prolétariat russe, qui s'unit pratiquement dans sa lutte révolutionnaire. Cette politique réactionnaire de morcellement des forces prolétariennes, qui se manifeste aujourd'hui surtout par les pogroms des Cent-Noirs, trouvera peut-être demain des mesures plus subtiles. Nous lui opposerons dans tous les cas une propagande calme, ferme, patiente, qui se refuse à exciter des désaccords secondaires, la propagande de la solidarité prolétarienne et de la conception scientifique du monde. »

Lénine, in Socialisme et religion, 1905

d. Lutter contre le laïcisme.

De nos jours, l'ensemble des attaques contre l'Islam se base, pour se justifier, sur le principe de laïcité qui serait malmené par le port du voile des élèves, des femmes ou des mères ou par l'organisation du culte musulman. Or toutes ces attaques ont systématiquement comme finalité une restriction pure et simple de l'espace d'expression du champ religieux (exclusivement musulman). L'objectif est bien de créer un problème d'incompatibilité avec l'Islam : l'Islam ne serait pas compatible avec le cadre laïque et démocratique. Au final, c'est bien ce nouveau « cadre laïque et démocratique » qui est incompatible avec les musulmans.

Les conséquences de ces attaques laïcardes contre l'Islam sont, premièrement, de faire apparaître les victimes du racisme comme les responsables de la situation et deuxièmement, de pousser à l'invisibilité les populations issues de l'immigration des ex-colonies.

La laïcité et le fait religieux.

Pour la loi de 1905, la laïcité avait comme fonction de retirer du champ politique le fait religieux. Ainsi, retirée de la question politique, la religion pouvait retrouver le champ individuel qui est le sien. Pour les progressistes et les communistes la question religieuse est une question individuelle.

A partir de la circulaire Jospin de 1989, la nouvelle laïcité replonge le fait religieux dans le champ politique. Cette circulaire hypocrite, tout en réaffirmant le droit à la confession religieuse, autorise les écoles, les collèges et les lycées à y apporter une limite et pousse les fonctionnaires à faire pression sur les élèves et leurs familles pour qu'ils renoncent à l'exercice de ce droit. Dès lors, l'exercice simple d'un droit constitutionnel devient un acte politique que cette circulaire tend à circonscrire et à limiter.

Cette posture réactionnaire que prend la « laïcité » en 1989 est en opposition totale avec celle de 1905. En effet, le cadre juridique de la loi de 1905 s'oppose en tout point à son utilisation antireligieuse et islamophobe actuelle. Il s'attache à garantir la liberté de conscience et de sa pratique.

« La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après [dans la loi elle-même] dans l'intérêt de l'ordre public. »

Article 1 de Loi du 9 décembre 1905.

La laïcité de 1905, loin de chasser le religieux des lieux publics, assure le libre exercice du culte dans les établissements publics tels que les lycées, les collèges et les écoles.

« [...] Pourront toutefois être inscrites auxdits budgets les dépenses relatives à des services d'aumônerie et destinées à assurer le libre exercice des cultes dans les établissements publics tels que lycées, collèges, écoles, hospices, asiles et prisons. [...] »

Article 2 de Loi du 9 décembre, 1905.

Ces mêmes laïcards actuels se drapent des droits fondamentaux pour mieux les contourner en voulant réduire l'expression de la religion à la sphère privée, voir à l'intimité. Or, la manifestation de sa foi religieuse est une liberté fondamentale établie par la déclaration universelle des droits de l'homme que la France a ratifiée.

« Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites. »

Article 18 de la déclaration universelle des droits de l'homme, 1948.

Le respect de la liberté de conscience conduit au respect mutuel des croyances et non à la prohibition des manifestations extérieures du culte sur la voie publique. La laïcité signifie une extension de la liberté de conscience, et donc du culte, et non son confinement à la sphère intime.

« L'État ne doit pas se mêler de religion, les sociétés religieuses ne doivent pas être liées au pouvoir d'État. Chacun doit être parfaitement libre de professer n'importe quelle religion ou de n'en reconnaître aucune, c'est-à-dire d'être athée, comme le sont généralement les socialistes. Aucune différence de droits civiques motivée par des croyances religieuses ne doit être tolérée. Toute mention de la confession des citoyens dans les papiers officiels doit être incontestablement supprimée. L'État ne doit accorder aucune subvention ni à l'Église ni aux associations

confessionnelles ou religieuses, qui doivent devenir des associations de citoyens coreligionnaires, entièrement libres et indépendantes à l'égard du pouvoir. »

Lénine, in Socialisme et religion, 1905

La laïcité et la politique.

Lorsqu'en février 2010, Ilham Moussaïd « candidate voilée du NPA », se présente sur les listes du NPA, cela provoque immédiatement une scission au sein de son parti dans le département du Vaucluse.

"Les comités attachés au féminisme et à la laïcité regrett(ai)ent l'instrumentalisation de l'islam à laquelle la candidate s'est prêtée avec le concours actif d'une équipe qui s'est autonomisée".

Jacques Hauyé, tête de liste NPA aux régionales, en février 2010

Au final, Ilham Moussaïd sera retirée des listes du NPA et quittera ce parti.

L'idée, sous-tendue par cette réaction, est qu'on ne peut être progressiste et religieux, voire qu'on ne peut être républicain et religieux, et pour le moins qu'il y aurait là une « contradiction fondamentale » avec la laïcité.

Or, le cadre même de la laïcité est de prévenir ce genre de réaction anti-religieuse. Selon la loi de 1905, l'Etat ne doit reconnaître aucun culte, autrement dit il ne doit stigmatiser ni positivement (religion d'état), ni négativement (oppression contre un culte ou tous les cultes) aucun culte. Le religieux est à traiter comme n'importe quel autre citoyen.

Lors des débats parlementaires sur la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, les députés refusèrent massivement un amendement voulant interdire le port de la soutane, en tant que vêtement ecclésiastique dans l'espace public. Aristide Briand refusa alors toute législation sur ce point en déclarant : « La soutane devient, dès le lendemain de la séparation [de l'église et de l'état], un vêtement comme les autres ».

Et la soutane fut bien considérée comme une tenue civile lorsque des religieux furent élus députés et se rendirent à l'Assemblée Nationale en soutane. Pour mémoire, l'abbé Pierre (ancien résistant) fût élu député de Meurthe-et-Moselle aux deux assemblées nationales constituantes (1945-1946), puis à l'Assemblée nationale de 1946 à 1951. De même, le chanoine Kir (ancien résistant) fût élu maire de Dijon (il le resta jusqu'à sa mort, étant réélu en 1947, 1953, 1959 et 1965), ainsi que conseiller général de Côte-d'Or et député à l'Assemblée nationale de 1945 à 1967.

Aussi, pourquoi ce qui fut possible pour des curés ne l'est pas pour des musulmanes ? Parce que les réserves, les doutes et au final les interdits qui touchent cette candidate voilée ne sont que les relents d'un imaginaire colonial qui considère l'Islam comme nécessairement rétrograde, antirépublicain et antiféministe et qui, par conséquence, pense que la priorité de la musulmane est la rupture vis à vis de son héritage culturel et cultuel.

Pour les progressistes et les communistes, les voies de l'émancipation des femmes, des personnes issues de l'immigration coloniale, comme de n'importe quels groupes ethniques ou sociologiques, sont à définir par les femmes, les personnes issues de l'immigration coloniale, ou ces groupes ethniques ou sociologiques eux-mêmes.

Abrogation des lois discriminatoires envers les musulmans.

Reprenant la phrase d'Aristide Briand, nous devons déclarer que « Le voile est devenu, dès le lendemain de la séparation [de l'église et de l'état], un vêtement comme les autres ».

Il est tout aussi primordial de tordre le cou à la rhétorique du « féminisme bourgeois ». S'il est question de la liberté des femmes il est aussi question qu'elles en usent. Or, la posture néocoloniale des féministes bourgeoises détermine au préalable ce que devrait être une utilisation "saine" de la liberté et une « mauvaise » façon de l'utiliser. Niant l'oppression culturelle coloniale, la « musulmane » devrait bafouer sa propre culture plutôt que celle de son oppresseur. La négation et le renoncement à sa propre culture est le premier élément de l'oppression culturelle coloniale. Au nom de la soit-disant émancipation du « féminisme bourgeois », on cherche ici l'humiliation et l'avilissement de la femme issue de l'immigration des ex-colonies.

Les filles doivent pouvoir recevoir l'enseignement public qu'elles soient voilées ou non.

Les femmes doivent pouvoir s'émanciper par le travail qu'elles soient voilées ou non.

Les femmes doivent pouvoir elles-mêmes définir le cadre de leur lutte.

Il est donc fondamental de lutter contre l'ensemble des lois discriminatoires envers les musulmans. En particulier les lois de 2004 sur l'interdiction du voile à l'école, de 2010 sur l'interdiction du niqab, de 2015 sur l'interdiction du voile pour les assistantes maternelles.

e. Lutter contre le sionisme de gauche.

Le philo-sémitisme d'Etat a été créé pour justifier le lien inter-impérialiste franco-israélien qui est un des moteurs du sionisme étatique. Nécessité de ces deux impérialismes, le philo-sémitisme d'Etat est devenu également un des moteurs de l'islamophobie. En effet, la propagande sioniste vise, depuis plusieurs années, à faire des musulmans les instigateurs et les promoteurs de l'antisémitisme. De son côté, l'impérialisme français développe aussi une propagande sioniste et islamophobe pour justifier ses alliances et ses propres guerres.

Dans cette dynamique, le sionisme de gauche, héritier du colonialisme de gauche, est une des sources qui alimente l'islamophobie de gauche. C'est dans le Parti Socialiste, du fait de sa forte imprégnation coloniale, que le sionisme de gauche se développe le plus.

« Il appartient au gouvernement israélien de prendre toutes les mesures pour protéger sa population face aux menaces »

François Hollande, le 9 juillet 2014, alors que l'attaque militaire israélienne contre Gaza avait déjà fait 64 morts.

Le sionisme de gauche se divise en deux formes distinctes, le sionisme culturaliste et le sionisme stratégique.

Le sionisme culturaliste.

Historiquement le sionisme culturaliste est le premier à se développer. Il s'inscrit dans la continuité de l'imagerie coloniale où les Palestiniens sont perçus comme des « indigènes arriérés » et les sionistes comme des « civilisateurs » coloniaux.

C'est d'ailleurs cette imagerie colonialiste qui conduit une partie de la gauche (notamment, au Parti Socialiste) au culturalisme intégrationniste, où l'approche n'est pas celle du traitement égalitaire, mais celle de l'intégration des immigrés à la « civilisation ».

Le sionisme stratégique.

Né après la proclamation de l'Etat d'Israël, le sionisme stratégique soutient Israël comme moyen de défense de « l'Occident » face à ses ennemis. Il s'inscrivait alors dans la lutte contre les mouvements de libérations nationales et donc contre les indépendantistes et les communistes.

Aujourd'hui, en prétextant la lutte contre le « djihadisme », le sionisme sert de justification à l'impérialisme occidental. Le sionisme stratégique est un des éléments précurseurs et moteur de la théorie du choc des civilisations.

L'amalgame entre antisémitisme et antisionisme.

Le sionisme de gauche n'est pas une réalité intangible, mais il a su évoluer et s'adapter aux besoins idéologiques d'Israël et de l'impérialisme français.

Or pour l'Etat d'Israël, le mouvement de solidarité international avec la Palestine est perçu comme dangereux. Pour la France, les mobilisations des populations issues de l'immigration coloniale en unité avec le reste du prolétariat sont tout aussi dangereuses. Notamment, Israël est inquiet par le mouvement BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions) et par ses conséquences économiques s'il se développe massivement. Du point de vue de la France, la solidarité anti-impérialiste avec la Palestine pourrait en générer d'autre, avec la Syrie par exemple.

Ces risques pour les intérêts d'Israël et de la France ont suscité l'émergence d'une nouvelle propagande médiatique et politique, celle de l'amalgame entre l'antisémitisme et l'antisionisme. Le Parti Socialiste est, bien sûr, en première ligne dans la construction de cet amalgame.

« le candidat socialiste a assuré le CRIF de son engagement de fermeté contre les actes antisémites et antisionistes ».

François Hollande, rencontre avec le Conseil Représentatif des Institutions Juives de France, janvier

« [...] nouvel antisémitisme qui se cache derrière un antisionisme de façade. Un antisionisme qui n'est d'ailleurs pas moins contestable ».

Manuel Valls, cité dans le Communiqué du CRIF, 30 janvier 2012,

Renforcement de la lutte contre le colonialisme sioniste.

Pour lutter contre le philo-sémitisme d'état et l'amalgame entre antisémitisme et antisionisme, nous devons développer la lutte contre l'Etat sioniste d'Israël et le soutien inconditionnel à la résistance palestinienne. Ce ne sont pas aux sionistes de France ou d'Israël de choisir quels sont les bons ou les mauvais résistants palestiniens ou qui sont les bons ou les mauvais militants contre l'apartheid israélien.

f. Conclusion.

Le multiculturalisme comme identité française.

Pour casser le mouvement d'essentialisation de l'identité française, nous devons réintroduire l'identité historique et politique, favoriser l'interculturel, le multicultural et toutes les interactions possibles et fécondes entre les différents héritages culturels qui font la culture de la France d'aujourd'hui. Notre identité multiple doit être revitalisée. Nous devons chercher à détruire cette suffisance coloniale qui proclame l'existence d'une « essence » française qui serait différente des autres « essences ».

L'oppression culturelle bourgeoise doit être combattue sous toutes ses formes : celle sur la culture ouvrière, celle sur la culture des quartiers populaires, celle sur les cultures des populations issues de l'immigration des ex-colonies. Le prolétariat doit retrouver sa fierté, celle de ses valeurs, celle de son passé pour pouvoir conquérir son futur.

Unifier le prolétariat.

À cette stratégie de diversion et de division qu'est l'islamophobie, la réponse doit être l'union des prolétaires autour de leurs intérêts communs : leurs intérêts de classe.

Il s'agit de remettre en place un des fondamentaux du mouvement ouvrier : le « travailleur français » a davantage en commun avec son collègue de travail ou son voisin de palier étranger et/ou africain et/ou musulman et/ou sans-papiers qu'avec n'importe quel patron ou actionnaire franco-français et athée.

« Le marxiste doit absolument mettre au premier plan le succès du mouvement gréviste, et nécessairement il s'opposera avec énergie dans cette lutte à toute division des ouvriers en athées et en chrétiens, il combattra énergiquement pareille division. »

Lénine, Socialisme et religion, 1905

Pour permettre aux révoltes légitimes de cheminer vers la victoire, il nous faut produire une nouvelle perspective commune qui remette en cause les choix économiques actuels et la politique impérialiste française.

La bourgeoisie veut nous diviser pour mieux régner, nous devons nous unir pour la combattre.

Qu'il soit français, immigrés, croyants, non croyants, le prolétariat doit s'unir contre la finance mondiale, européenne et française.